



REVOLUTION COMMUNISTE

groupe marxiste internationaliste [collectif révolution permanente]

**Gouvernement Hollande-Valls :
rien à négocier, tout à renverser !
Arrêt des interventions impérialistes
en Irak, en Centrafrique, au Mali !**



La grève de juin à la SNCF	p. 8
Le mouvement des intermittents du spectacle	p. 11
Ni bombardement impérialiste, ni califat en Irak !	p. 12
Contre l'intervention israélienne à Gaza	p. 18
Le mouvement ouvrier français face au FN	p. 21
Dien Bien Phu 1954, victoire révolutionnaire	p. 26
André Pihuit 1942-2014	p. 28

Capitulation devant le capital ou révolution sociale

Hollande : « Il n'y a pas d'échappatoire »

« *La reprise, elle est là, mais elle est encore trop fragile, trop hésitante* » disait encore Hollande le 14 juillet. Hélas ! La croissance sur laquelle le gouvernement avait bâti ses scénarios n'est toujours pas là. Prévue initialement à 1 %, le gouvernement n'attend plus que 0,4 % pour 2014. Malgré tout ce qui a déjà été engrangé par la bourgeoisie française depuis des années pour restaurer son taux de profit, en s'attaquant aux retraites, aux salaires, à la protection sociale, etc. rien n'y fait, sa situation dans le monde continue de se dégrader. L'investissement décroît, le déficit du commerce extérieur se maintient. Et les travailleurs en paient le prix avec, entre autres, 500 000 chômeurs de plus depuis le début du quinquennat.

Dans ces conditions, Hollande s'est à nouveau tourné le 4 août vers l'Allemagne pour solliciter « *un soutien plus ferme à la croissance* », c'est-à-dire de relancer sa consommation intérieure pour absorber une part des productions françaises. Le capitalisme allemand l'emporte depuis 150 ans et a profité davantage du rétablissement du capitalisme en Europe centrale. En outre, grâce au gouvernement social-démocrate d'avant Merkel et son « agenda 2010 » et ses « lois Hartz », le capitalisme allemand a pu réduire les coûts du travail, accroître la flexibilité et poursuivre sa conquête des marchés extérieurs. En 2013, l'excédent

de la balance commerciale allemande dépassait 200 milliards d'euros. A l'inverse du capitalisme français, il n'a pas besoin d'un euro dévalué pour espérer vendre à l'extérieur. Il privilégie au contraire une monnaie forte, garante pour lui de stabilité. Le gouvernement CDU-SPD milite donc contre l'accroissement des dettes publiques qui sape la valeur de la monnaie. Sa réponse le 6 août a été sans surprise : «

Les déclarations très générales en provenance de Paris ne fournissent aucune raison pour de quelconques corrections dans la politique économique.

Hollande compte s'appuyer sur d'autres bourgeoisies européennes également écrasées par la puissance de l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, le Portugal, pour lui imposer de reculer. Une sourde bataille les oppose au maintien de la rigueur budgétaire voulue par l'Allemagne. Elles semblent obtenir l'appui de la Banque centrale européenne : ainsi, le 9 septembre, son conseil des gouverneurs vient encore d'abaisser ses taux directeurs, déjà proches de zéro, pour tenter de relancer la croissance, à quoi le ministre allemand de l'économie répond, non sans raisons : « *La Banque centrale a épuisé l'essentiel de ses outils,[...] le crédit bon marché ne suffit pas à ramener la croissance, si tel était le cas nous n'aurions aucun problème en ce moment.* » En effet, l'investissement ne fait pas défaut par manque de crédit, mais parce que le

RÉVOLUTION COMMUNISTE

bimestriel du Groupe marxiste internationaliste
[section française du Collectif révolution permanente]

Directeur de publication : Étienne Valyi

ISSN : 2273-8762

Adresse postale :
ReSo

AGECA service BP
177 rue de Charonne
75011 PARIS

Abonnement : 10 euros pour 1 an (5 numéros)
à l'ordre de ReSo

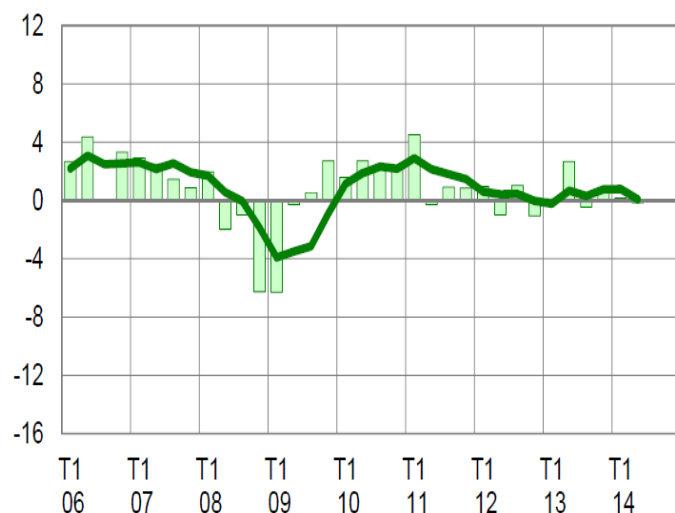
Site du CoReP en allemand, anglais, espagnol,
français, turc : revolucionpermanente.com

Site du GKK / Autriche : klassenkampf.net

Site du GMI / France : groupemarxiste.info

Site de RP / Pérou : luchamarxista.blogspot.fr

Les articles signés n'engagent pas le GMI



Croissance économique (en %) du 1^{er} trimestre de 2006 à celui de 2014
Banque de France, septembre 2014

profit escompté est trop faible et les places déjà prises sur un marché largement saturé.

C'est pourquoi le 20 août, alors que les chiffres calamiteux sur la situation économique française étaient connus depuis quelques jours, Hollande déclarait dans une interview au Monde: « *Il n'y a pas d'échappatoire [...] Je maintiens le cap et je force l'allure [...] toute godille ou tout zigzag rendrait incompréhensible notre politique et ne produirait pas de résultats* ». C'est-à-dire de nouvelles séries d'attaques à marche forcée contre la classe ouvrière et la jeunesse.

Un nouveau gouvernement Valls pour forcer l'allure

Mais le 23 août, dans le même journal, le ministre de l'Economie Montebourg affirmait : « *il faut donner la priorité à la sortie de crise et faire passer au second plan la réduction dogmatique des déficits, qui nous conduit à l'austérité et à la montée continue du chômage* », propos qu'il confirmait le lendemain à la fête de la rose de Frangy en Bresse. Corrélativement, Montebourg défend dans *Le Monde* du 23 août qu'il « *faut hausser le ton vis-à-vis de l'Allemagne, [...] que la France ne peut plus se laisser faire* », qu'il faut dans la zone euro laisser filer les déficits pour recréer les conditions de la croissance. Vieille chimère keynésienne teintée d'un « patriotisme économique » bravache, mais qui marque l'impuissance et l'affolement d'une partie du personnel politique censé agir en bon ordre pour rétablir la situation de la bourgeoisie.

C'en était trop pour Hollande et pour Valls, dont la mission depuis sa nomination est précisément de discipliner et de ranger en ordre de bataille le conseil d'administration du capital qu'est le gouvernement pour faire face. Il n'y avait pourtant là rien de bien nouveau de la part de Montebourg qui n'a jamais prétendu rompre avec l'orientation du gouvernement. Il l'a réaffirmé le 25 août après avoir été débarqué : « *la gravité de la situation est de tenter de faire arbitrer les solutions alternatives qui me paraissent modérées, équilibrées, raisonnables et compatibles avec les grandes orientations qui ont été jusqu'ici décidées.* »

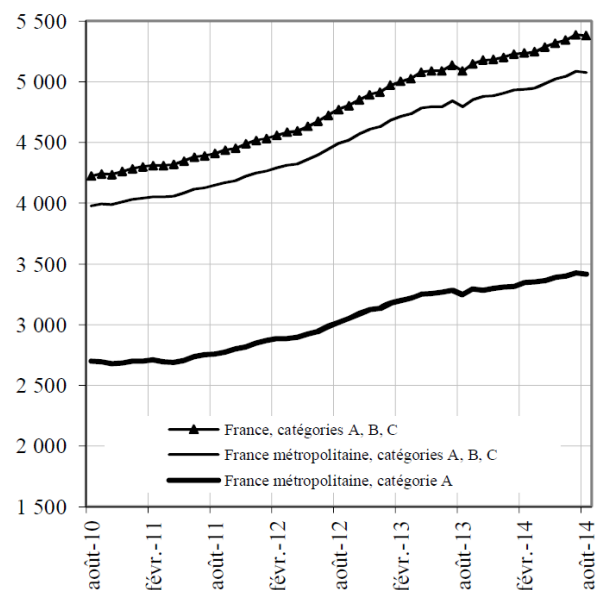
Mais ce qui pouvait passer auparavant comme des nuances « modérées et raisonnables » entre gens de bonne compagnie n'est plus tolérable aujourd'hui

par Valls qui prétend incarner le glaive inflexible des « réformes nécessaires ». En catastrophe, Valls présente la démission de son gouvernement et en constitue un nouveau le 26 août.

Le lendemain, il est ovationné à l'Université d'été du Medef où, après avoir déclaré son amour « de l'entreprise » (l'entreprise, pour lui, c'est le patron, pas les salariés), il assure les capitalistes que le gouvernement fera tout pour restaurer la compétitivité des entreprises et annonce de nouvelles réformes en leur faveur :

Mais, il n'y a pas que les impôts et les cotisations sociales qui pèsent sur notre économie. Certaines formalités excessives sont aussi coûteuses et pénalisantes. [...] Cela inclut le Code du travail, mais suppose une méthode sur laquelle je serai extrêmement vigilant : la négociation et la recherche d'un accord. [...] Ces négociations poseront aussi la question des seuils. Cette réforme ne peut réussir que si la négociation réussit. Et la négociation doit réussir, comme les partenaires sociaux ont su réussir des réformes importantes depuis deux ans. Je pense notamment à la sécurisation de l'emploi ou la formation professionnelle.

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi
Catégories A et A, B, C (cvs-cjo en milliers)



Ministère du travail, 24 septembre 2014



Lepaon (CGT) et Gattaz (Medef) à la conférence sociale, 7 juillet

L'aide décisive du « dialogue social »

Les coups de menton et les déclarations péremptives de Valls cachent mal que ce gouvernement n'a aucun crédit, non seulement dans la classe ouvrière et la jeunesse, mais bien au-delà. Sa force réside, d'une part dans le soutien complet du capital et d'autre part dans l'aide décisive que les appareils lui apportent. Dans des conditions de plus en plus difficiles, toutefois, puisque la CGT, FO, Solidaires et la FSU avaient été contraints de quitter la Conférence sociale le 8 juillet. La grève à la SNCF avait montré que les cheminots cherchaient à bousculer le dispositif des appareils et les intermittents du spectacle restaient mobilisés contre l'accord pourri entérinant un nouveau recul de leur régime de chômage. Les appels au boycott de la Conférence se multipliaient à l'intérieur des syndicats. Pourtant les directions syndicales s'empressaient de rassurer le gouvernement sur leurs intentions réelles, lui demandant de « clarifier la manière dont il conçoit le dialogue social ». Valls pouvait répondre tranquillement qu'il ne donnait pas « à ce geste ponctuel une portée excessive », qu'il n'avait pas entendu « l'annonce d'un retrait de toute négociation, de tout échange avec l'État, même si j'ai entendu une critique globale du pacte de responsabilité et de la politique du gouvernement » ; tout en avertissant

« un refus prolongé du dialogue serait une posture incompréhensible ».

De fait, les négociations sur le relèvement des seuils sociaux, qui rognent directement les avantages syndicaux, ont commencé le 9 septembre, au siège du Medef, tout un symbole. Tous les syndicats participent, tout en dénonçant pour la CGT « une provocation, à la fois du côté patronal et du côté gouvernemental » et pour FO « un affichage idéologique », mais qu'importe puisqu'il convient d'ouvrir la voie à la CFDT pour qui « la question des seuils n'est pas un tabou » et de permettre ainsi ce que souhaite Valls, « trouver un chemin pour un accord profitable à tous [...] et faire le nécessaire pour le trouver avec les partenaires qui y sont prêts. » La direction de la CGT et les directions des autres syndicats, négocient les plans du gouvernement et du patronat en toute connaissance de cause et elles le font pour une seule raison : il faut prêter main forte à la bourgeoisie française dans son offensive contre la classe ouvrière !

L'opposition en trompe-l'oeil des « frondeurs » du PS, du PdG et du PCF

Malgré quelques huées et sifflets, Valls a franchi sans encombre les quelques contestations de l'Université d'été du PS à La Rochelle. Valls tient tout son monde, frondeurs compris, en tenant à peu près ce langage : il n'y a pas d'autre politique possible, c'est moi ou c'est le Front national qui prend le pouvoir. Evidemment, les frondeurs sont bien trop attachés à leurs propres sièges de députés pour risquer de faire chuter le gouvernement. Mais au-delà même de ces intérêts bien compris, la capitulation en rase campagne devant les exigences toujours plus grandes du patronat est la seule voie possible pour tous ceux qui ne peuvent concevoir une issue révolutionnaire.

Les « frondeurs » du PS approuvent d'ailleurs le principe des cadeaux aux capitalistes (« un soutien



L'hebdomadaire du PCF, le 3 juillet, défend le « dialogue social »

Le patronat va-t-il torpiller la conférence sociale ?

Convoquée les 7 et 8 juillet, la troisième conférence sociale risque de tourner à l'échec. Après la dislocation du pôle syndical réformiste (CFDT et CFE-CGC), l'intransigeance des associations patronales

tiques, des baisses des prélèvements sur les entreprises et c'est à ce moment-là que les entrepreneurs disent : « Ce n'est pas assez. » Je ne comprends pas, à priori, désappointé, le ministre de l'Économie, Arnaud Montebourg, à la publication, le 28 juin dernier, dans le « Journal du dimanche » d'un appel au président de la République et au premier ministre.

législatif et administratif qui viendrait compliquer notre réglementation » et sous prétexte de « s'attaquer aux réformes structurelles », il exige l'abandon de deux des rares et maigres mesures qu'il avait concédées dans le cadre de l'accord national interprofessionnel (ANI) et de la réforme des retraites et que la coalition de Laurent Berger avait mises en avant à l'époque pour justifier

modaires pour les temps partiels et d'abandonner la mise en œuvre du compte pénibilité. La pile est d'autant plus difficile à avaler pour le gouvernement que ces deux mesures restent surtout très symboliques. C'est empêcher la prolifération des petits temps partiels, la première a été violée de son sens par de multiples dérogations qui permettent aux employeurs de ne pas s'y soumettre d'autant à la semaine. Si on

LE MEDEF EXIGE CE QUE LE GOUVERNEMENT NE PEUT PRODUIRE SANS AVALER SON CHAPEAU NI RISQUER DE ROMPRE AVEC LA CFDT, « SYNDICAT OFFICIEL ».

rock'n'roll », a imité le secrétaire général de FO, Jean-Charles Mailly, estimant que celle-ci va s'ouvrir dans des tensions « encore plus vives que l'année dernière vis-à-vis du patronat et des pouvoirs publics ». Côté syndical, contrairement aux deux précédentes éditions, le « pôle réformiste » se présente en effet en ordre dispersé. Opposé à l'accord UNEDIC, la

de responsabilité » en cas de boycott de la conférence sociale. Avec la conférence sociale, c'est la stratégie même du gouvernement pour faire avaler les reculs sociaux qui menace de périr. La défection du pôle réformiste met à mal la méthode de contournement de FO et

de la CGT. Un coup dur pour le gouvernement alors que, après la grève à la SNCF et le mouvement des intermittents, la journée d'action interprofessionnelle du 20 juin a confirmé un sursaut de la mobilisation sociale. **PIERRE HENRI LAURENT**
phil@lhumanitedimanche.fr

ECONOMIC IDEAS LE CONCOURS

ciblé aux entreprises », Appel de La Rochelle, 30 août). Le Parti de gauche leur reproche de ne pas voter contre le gouvernement PS-PRG, mais il adopte la même neutralité bienveillante envers les interventions impérialistes en Afrique et au Proche-Orient. Au fond, il reproche surtout au gouvernement de ne pas réussir à sauver le capitalisme français.

La méthode de Valls consiste à revendiquer la défense de notions et de valeurs qu'il s'ingénie à détruire par sa politique : l'investissement, les entreprises, le travail, l'égalité, la nation, l'activité économique etc. Sans oublier ses appels vibrants à la République qu'il confirme pourtant voir défigurer avec une réforme territoriale véritable usine à gaz et à inégalités... Il se rêve en Clémenceau, il en est sa rature. (Parti de gauche, 18 septembre)

Pour le PdG, il faut miser sur la collaboration de classe (« la nation »). Il n'est pas question de mettre en cause le capital (« l'investissement des entreprises ») et l'exploitation (« la vie économique »), ni l'État bourgeois, ses lois, son armée, ses services secrets, sa police (« la République »)

Cela va de pair avec la perspective d'un replâtrage institutionnel de l'État bourgeois qui porte le nom de « 6^e République », cause à laquelle Mélenchon a choisi de consacrer l'essentiel de son temps. Il est vrai qu'il a échoué à l'élection législative de Hénin-Beaumont face à Le Pen en juin 2012, que le Parti de gauche s'est révélé incapable de profiter de l'effondrement du PS et que le Front de gauche est apparu divisé aux municipales, son sigle signant parfois deux listes opposées ! Ce mini front populaire est paralysé par les divergences sur l'attitude envers le PS. Le Parti « communiste » français a pratiqué l'unité avec l'autre parti ouvrier bourgeois lors des élections municipales tandis que le PdG s'y opposait... quoiqu'il reste d'accord avec le PCF pour s'allier avec des partis bourgeois comme EELV ou le MRC.

Si le PdG méprise les frondeurs du PS, le PCF leur tend la main. Le PCF reprend l'illusion keynésienne des « frondeurs » en la complétant d'une solution politique qui servirait de rempart au capitalisme français en cas de crise révolutionnaire.

D'abord, stopper sans attendre les politiques d'austérité au profit d'une relance sociale [...] La deuxième condition est d'engager sans attendre une politique complètement nouvelle qui ramène à gauche le curseur gouvernemental, qui s'attaque aux privilèges de la finance et montre la voie d'un redressement possible autour de la reconstruction des solidarités, de l'emploi et de la justice sociale [...] La troisième condition, c'est que des forces venues du monde social, syndical, intellectuel, politique de la gauche s'unissent pour travailler à ce nouveau projet pour la France, en affirmant clairement une rupture avec la politique gouvernementale. (Pierre Laurent, 12 septembre)

La « relance » du capitalisme français par le déficit de l'État se heurte aux 2 000 milliards d'euros de dette publique (95 % du PIB). Le PCF propose de refaire le coup de l'Union de la gauche ou de la Gauche plurielle qui ont propulsé Chirac et Sarkozy, du Front populaire qui a débouché sur Pétain.

Le PCF, comme le PS et le PdG, soutient la police bourgeoise française et l'armée impérialiste française.

L'unité nationale pour l'intervention en Irak

Affaibli économiquement, le capitalisme français multiplie d'autant plus ses interventions impérialistes pour sauver ses intérêts dans le monde. Déjà engagée au Mali et en Centrafrique, voilà maintenant l'armée française ralliant une coalition menée par les États-Unis contre les djihadistes de l'EIL qui occupent un large territoire au nord de l'Irak et en Syrie. Le califat signifie la terreur contre la classe ouvrière, ses organisations, les femmes, les minorités nationales qui ont la capacité de le renverser. Produits du pourrissement occasionné par la domination et les interventions impérialistes dans cette partie du monde, ces bandes armées sanguinaires et fascistes ont été propulsées par les États du Golfe et la Turquie, intéressées par le dépeçage de l'Irak, voire de la Syrie et soucieuses de faire pièce à l'Iran.

Le fait que les États-Unis choisissent d'intervenir montre qu'ils souhaitent reprendre la main dans le chaos qui se développe dans cette région pour

imposer leur propre solution, au risque d'en rajouter encore. Et c'est pour ne pas se faire totalement évincer que l'impérialisme français décide de rejoindre la coalition. Le Front de gauche regrette que les États-Unis dirigent cette guerre mais est prêt à l'accepter si elle est validée par l'ONU.

Le cynisme du gouvernement et les nouvelles exigences du Medef

« *La situation économique du pays est catastrophique* » s'exclamait déjà Gattaz au nom du Medef le 21 juillet. « *La France est à la traîne de toutes les réformes* » s'impatiait encore le vice président du Medef.

Par « réforme », Gattaz ne veut pas dire la fermeture des bases militaires françaises ni la suppression du Sénat, mais les contre-réformes qui démantèlent les conquêtes sociales. Aussitôt, le ministre du Travail Rebsamen entend « *vérifier que les chômeurs cherchent bien un emploi* ». Ainsi, le ministre de l'Economie Macron, ancien banquier chez Rothschild traite les ouvrières de Gad en passe d'être licenciées « *d'illettrées* », elles qui remplissent sans doute chaque année leurs déclarations de revenus, contrairement au ministre du commerce extérieur Thévenoud qui a oublié de le faire pendant plusieurs années !

Se sentant des ailes, le Medef récapitule les nouvelles exigences du patronat : supprimer deux jours fériés dans l'année, instaurer un salaire au-dessous du SMIC, revoir la durée légale du travail en la négociant entreprise par entreprise ainsi que le seuil de déclenchement des heures supplémentaires et leurs taux, permettre le travail le dimanche par simple accord d'entreprise, créer un « *contrat de mission* » qui se substituerait au CDI, transformer le CICE en baisse de charges, jugée plus pérenne que le crédit d'impôts.

Le lendemain, devant l'Assemblée nationale où il engage la responsabilité du gouvernement, Valls réaffirme sa volonté d'étendre le travail le dimanche et en soirée, de voir négocier les seuils sociaux. Grand seigneur, il octroie une revalorisation du minimum vieillesse de... 8 euros, passant de 792 à 800 euros et une prime unique et exceptionnelle de 40 euros pour les retraites inférieures à 1 200 euros ! Le gouvernement obtient la confiance par 296 voix pour, 244 contre. Les « frondeurs » s'abstenant, Valls peut avancer.

La politique de Hollande et Valls ouvre la voie au Front national

Le 7 septembre, Valls avait averti que « *Marine Le Pen et le FN étaient aux portes du pouvoir* » pour apparaître comme le seul recours possible. En réalité, Hollande et Valls mènent, avec l'aide des bureaucraties syndicales, une politique capitaliste qui décourage la classe ouvrière, la divise, donc ouvre le chemin au FN... tout en accusant quiconque se mettrait en travers de leur politique de faire le jeu du FN.

La dénonciation chauvine de l'Union européenne et la propagande protectionniste du PS (en particulier mais pas seulement l'ancien ministre Montebourg), du PCF et du PdG, comme de la bureaucratie de la CGT et de celle de FO, facilitent la tâche du FN : désigner l'étranger (« Bruxelles », boucs émissaires immigrés) pour protéger la minorité capitaliste.

Ce parti raciste exacerbe et durcit le nationalisme et la xénophobie déjà présents dans l'idéologie des partis bourgeois « démocratiques » et des gouvernements bourgeois (y compris ceux avec le PCF et le PS). Actuellement, le gouvernement Hollande-Valls emprisonne dans des camps de rétention des personnes qui n'ont commis aucun délit, détruit les camps de Roms, expulse plus d'immigrants que Sarkozy.

Le FN divise dès maintenant profondément la classe ouvrière. Il attend patiemment son heure alors que l'UMP reste divisée et empêtrée dans les affaires et les scandales et que le retour de Sarkozy comme sauveur suprême s'annonce rien moins que triomphal, tant il traîne de gamelles. Marine Le Pen se propose même d'exercer la fonction de Premier ministre de cohabitation avec Hollande en cas de dissolution de l'Assemblée nationale et de victoire du FN aux législatives qui s'ensuivraient.

Sa politique (sortie de l'euro, sortie de l'UE) précipiterait la dépression économique et accentuerait les affrontements entre puissances impérialistes.

La classe ouvrière n'a pas dit son dernier mot

« *Il est là pour cinq ans et il ira au bout de sa mission* » peut affirmer Valls devant l'Assemblée en parlant de Hollande le 16 septembre. A condition



que la classe ouvrière et la jeunesse ne puissent faire irruption sur le devant de la scène. En ont-elles les moyens ? Rien n'est joué, dans un sens ou dans un autre. Le gouvernement craint par dessus tout que le dispositif ne craque par la révolte des travailleurs, tant les contradictions qu'il contient avec peine se tendent.

Les travailleurs intermittents du spectacle ont tenté d'affronter le gouvernement, les travailleurs de la SNCF ont tenté de vaincre, tous se sont heurtés au sabotage des bureaucraties syndicales qui se subordonnent au capitalisme français et donc négocient en permanence pour appliquer ses exigences.

En septembre, la grève des pilotes d'Air France, même s'ils sont moins nombreux et mieux payés, a reposé ces problèmes. Au point qu'ils ne s'imaginent pas pour la plupart faire partie du salariat ni n'ont montré beaucoup de solidarité auparavant avec les autres catégories de personnels (un phénomène que Lénine appelait « aristocratie ouvrière »). Leurs syndicats catégoriels SPAF et SNPL sont d'ailleurs à cette image, alors qu'il faut rassembler tous les personnels, quelles que soient leurs catégories, dans un seul et même syndicat. Leur grève séparée aussi, alors qu'il faut lutter ensemble pour sauver les salaires et empêcher l'externalisation dans des filiales faites pour diviser, faire travailler plus les salariés et les payer moins cher. Les pilotes ont aussi affiché un chauvinisme aussi futile que douteux, avec les marinières revêtues lors de la manifestation du 23 septembre à l'Assemblée nationale.

Mais il n'empêche : contre un plan d'extension d'une filiale « à bas coût » bradant leurs salaires et leurs conditions de travail, ils ont engagé une grève illimitée. Condamnée immédiatement par la CFDT comme une grève de nantis, condamnée par nombre de médias pour les mêmes raisons,

condamnée par le gouvernement. Avec le même type d'arguments on présente les conducteurs de train, les fonctionnaires, même les titulaires d'un CDI, etc. comme des privilégiés au regard des smicards, des stagiaires, des travailleurs condamnés aux petits boulots ou des chômeurs, dans le seul but de diviser la classe ouvrière pour mieux faire passer les plans du patronat et du gouvernement.

Au bout du compte, après 14 jours, les pilotes doivent arrêter la grève le 28 septembre, sans avoir obtenu leur revendication centrale, celle du contrat unique, ne pouvant aller plus loin en restant isolés.

« Nous avons le courage de réformer, nous irons jusqu'au bout pour améliorer la vie des Français » a conclu Valls dans son discours devant l'Assemblée nationale. La perspective des militants révolutionnaires, c'est d'empêcher Valls d'aller jusqu'au bout, éloigner définitivement Sarkozy et Le Pen du pouvoir, c'est l'irruption des masses, c'est la grève générale, c'est la formation de conseils de travailleurs pour abattre ce gouvernement et prendre le pouvoir. Pour que la révolution soit victorieuse, il faut un parti. Le prolétariat ne peut pas prendre le pouvoir sans un parti qui sait ce qu'il veut.

Il faut donc rassembler au plus tôt les révolutionnaires du monde et de ce pays pour construire un parti révolutionnaire international pour aider les masses à se frayer un chemin, sur les mots d'ordre :

- À bas les budgets de l'État et de la Sécu faits pour le Medef et contre les travailleurs ! Unité des organisations ouvrières pour appeler tous les travailleurs à manifester à l'Assemblée nationale pour empêcher le vote du budget !
- Arrêt des interventions en Irak, en Centrafrique et au Mali ! Retrait de l'OTAN ! Licenciement de l'armée de mercenaires ! Armement des travailleurs !
- Interdiction des licenciements ! Expropriation des fraudeurs et des licenciés !
- Gouvernement ouvrier ! États-Unis socialistes d'Europe !

28 septembre 2014

Tract du GMI

Pour la victoire des cheminots, grève générale jusqu'au retrait du projet de loi !

Les travailleurs de la SNCF et de RFF sont en grève depuis le 10 juin contre le projet de loi Hollande-Valls-Cuvillier dont l'objectif est de préparer la privatisation (prévue pour 2019-2022).

Alors que le fret de marchandises a été privatisé en 2003, que de nombreuses structures de la SNCF sont « externalisées », que les acquis sociaux sont attaqués (droit à la retraite, mutuelle, logement, allocations familiales...), que les embauches sont précaires, que de nombreux postes statutaires sont supprimés, le gouvernement PS-PRG avance vers la privatisation de la SNCF, comme ses prédécesseurs l'ont fait avec les PTT, EDF-GDF... ce qui implique, nécessairement, de s'en prendre au statut des cheminots, à leurs conditions de travail (temps de repos, salaires, congés...).

Les travailleurs de la SNCF ont raison de s'opposer à ce plan de privatisation et de flexibilité, d'affronter le gouvernement au service de la bourgeoisie française. Ils le font pour se défendre eux-mêmes et réintégrer leurs camarades de RFF, de la SER-NAM et tous les sous-traitants ; pour défendre l'ensemble des salariés, jeunes, retraités, etc. pour qui

la privatisation de la SNCF serait une nouvelle dégradation de leurs conditions de vie, comme en témoigne la régression survenue en Grande-Bretagne après la privatisation du rail de 1993.

Le président de la République Hollande, son premier ministre Valls ont clairement dénoncé la grève et appelé à ce qu'elle cesse dans « l'intérêt national ».

En ne cédant pas aux injonctions du gouvernement et des médias aux ordres, les cheminots sont la pointe avancée des travailleurs dans le combat contre les plans du capital qui veut rétablir son profit en réduisant partout les salaires, détruisant les statuts, en détériorant les conditions de travail et de vie des travailleurs.

Une victoire des cheminots marquerait un coup d'arrêt à la vague d'attaques menées par le gouvernement au compte du patronat. Une victoire des cheminots conforterait la bataille des intermittents du spectacle, celle des hospitaliers, elle ouvrirait une perspective à toute la classe ouvrière pour défaire l'État bourgeois.

Entrevue avec une travailleuse de la SNCF

Question : Bonjour, tu es travailleuse à la SNCF dans la région lyonnaise et tu as participé à la grève du printemps. Peux-tu répondre à quelques questions ? Le mouvement a duré combien de temps ? Quelle a été sa force ?

Réponse : La grève a duré 15 jours et a été très suivie. 50 % à l'exécution (sachant qu'il y a 50 % de cadres et d'agents de maîtrise). La maîtrise a suivi à 20- 25 % et les cadres à 3 %. Le mouvement a été fort suivi, même si des agents ne faisaient pas grève en continu, mais il a été différent de 1995 où il y avait les cadres avec nous. En 1995, beaucoup de cadres venaient de l'exécution alors qu'aujourd'hui ils viennent de l'extérieur (diplômés des écoles).

Q : Quelle a été la politique des responsables syndicaux, en particulier CGT ?

R : J'ai trouvé que c'était très organisé, ils ne nous laissaient pas désœuvrés sur les piquets. Il y avait toujours quelque chose à faire : diffuser des tracts aux usagers, actions coup de poing... Dans toute la France, cela commençait par l'assemblée générale CGT à 9 h, suivie par l'AG des grévistes à 10 h. On faisait le point sur les chiffres de la grève et on organisait les actions : tracter, envahir les voies, aller aux dépôts non grévistes, manif dans la rue, une fois avec les intermittents, une fois au Conseil régional pour aller rencontrer les élus. Sous l'impulsion du NPA, nous avons diffusé un tract appelant les autres salariés à nous rejoindre. Concrètement nous sommes allés sur certaines boîtes et avons organisé des rendez-vous avec les délégués CGT.

Q : Il y a quelques mois, tu m'avais rapporté que des militants du NPA t'avaient répondu dans une discussion : « les dirigeants syndicaux, on les déborde quand on veut ! ». Quelle a été la politique du NPA et de LO ? Les mots d'ordre mis en avant ?

R : Pour le NPA, il fallait aller vers les collègues pour grossir la grève et vers les autres branches, organiser la « convergence des luttes ». Pour LO, c'était plus coaliser les collègues SNCF. Pour les deux, il ne s'agissait pas uni-

Les bureaucraties syndicales, toutes financées par l'État, la SNCF et RFF, font leur possible pour enrayer et arrêter la grève. Certaines (UNSA, CFDT) se sont prononcées pour la reprise après avoir signé avec Cuvillier un protocole d'accord qui maintient le projet de loi. D'autres (CGT, SUD, FO) pratiquent un double langage en appelant à des grèves reconductibles site par site, tout en continuant à « négocier » avec le patron et le ministre l'attaque contre les cheminots, à « améliorer » le projet de loi.

Ainsi, le secrétaire général de la CGT, Lepaon, ose déclarer dans une interview en plein conflit contre la réforme :

La CGT n'a jamais demandé le report ni le retrait du projet de loi. (Le Parisien, 14 juin 2014)

À la place du retrait que veulent les grévistes, il mendie « des négociations pour sortir de la grève », alors que la CGT et SUD ont participé, comme tous les autres syndicats, aux tractations qui durent depuis 18 mois et qui ont abouti au projet gouvernemental.

En janvier, la direction de la SNCF et ses organisations syndicales mettent la dernière main à un accord sur la qualité de travail... La CGT a

été l'un des syndicats les plus assidus pour négocier en toute discrétion les amendements au projet de loi de réforme... (Le Monde, 17 juin 2014)

À l'étape actuelle, les travailleurs sont éclatés site par site alors que les directions syndicales sont, elles, centralisées et qu'elles négocient à l'échelle nationale le projet sans le remettre en cause. Si les travailleurs ne veulent pas être trahis comme en 2003, 2007 et 2010, il est indispensable que les assemblées générales élisent des comités de grève et les centralisent dans une coordination nationale.

Il faut imposer aux responsables CGT, SUD, FO, UNSA, CFDT de rompre le « dialogue social » avec la direction de l'entreprise et le gouvernement. Il faut leur imposer d'appeler à la grève générale de la SNCF, de RFF et de la SERNAM jusqu'au retrait du projet de loi Hollande-Cuvillier !

Il faut leur imposer d'organiser dans tout le pays des collectes de solidarité pour soutenir les cheminots grévistes et d'appeler ensemble tous les travailleurs du pays à une manifestation nationale à l'Assemblée nationale pour empêcher le vote du projet de loi !

16 juin 2014

quement de combattre pour le retrait du projet, mais il fallait élargir à d'autres revendications, en particulier aux conditions de travail.

Q : Alors que l'important était d'obtenir le retrait, de faire plier le gouvernement ?

R : Oui, mais nous nous en sommes rendus compte après. L'important pour le NPA, c'était l'élargissement des luttes.

Q : NPA parlait de reconduction, cela consistait en quoi ?

R : Ca consistait à suivre les consignes de la centrale, faire les manifs, les actions décidées par le haut. La base a suivi, ça a plu. Il fallait reconduire d'AG en AG et suivre les consignes. Au début, le NPA a proposé dans les AG un cahier de revendications : tant qu'on n'a pas satisfaction, on continue, au lieu de tout axer sur le retrait. Ça a fait débat. Les AG étaient partagées ; au final, le cahier a été voté chez nous. Les grévistes ne se rendaient pas compte de l'objectif : on continue coûte que coûte jusqu'à satisfaction. Tout ça pour arrêter alors que le retrait n'était même pas obtenu !

Q : Et vous avez essayé de déborder les dirigeants ?

R : Le NPA n'a pas pu déborder, tout au moins à Perrache, vu qu'ils ont reçu des menaces des bureaucrates syndicaux du genre « si vous parlez en AG de grévistes, on vous casse la tête à coup de massue », ailleurs oui, mais chacun dans son secteur. Alors, quand la fédération CGT a décidé : « on rentre », tous sont rentrés. Tout était organisé. Le jour de l'arrêt de la grève, alors que les AG n'avaient pas encore décidé de la suite, dans les AG CGT, on savait qu'on rentrait, les agents recevaient des textos : « chez nous, on rentre ! ». Les AG étaient souveraines jusqu'à ce que la fédération CGT dise : « on rentre », Sud Cheminots a suivi. Ils ont suivi la ligne de la CGT tout le long.

./.



Q : Est-ce que quelqu'un a proposé dans les AG de s'adresser aux directions fédérales, confédérale pour leur demander d'appeler à la grève générale et d'organiser par exemple la manif à l'Assemblée nationale le jour du vote ?

R : À aucun moment. C'est sorti à la fin : on tient jusqu'au vote du projet de loi. C'était un jeudi. L'Assemblée nationale a décidé de repousser le vote jusqu'au mardi suivant pour faire pourrir le mouvement. Dans

la tête des dirigeants CGT, on s'arrêtait jeudi. À la base, il y a eu débat en AG. On n'a pas décidé en AG, la reprise était déjà décidée. Par exemple, sur mon site, il y a eu vote de l'AG CGT pour la reprise à 5 voix près. Ensuite, à l'AG des grévistes, il y a eu à nouveau débat, et cette fois majorité pour la poursuite à 5 voix. Les bureaucrates étaient fous de rage, je les entendais : « *On en a marre, vous nous débordez toujours par la gauche* ». J'ai compris après que NPA et LO ne voulait pas plus la poursuite, ils ont dit : « *C'est pas grave si on arrête maintenant, on a été fort. On se mobilisera au moment de la négociation sur la convention collective. On ne va pas se laisser faire, et on pourra plus facilement populariser notre mouvement et coaliser d'autres corps de métier si on parle de RTT et de grille salariale que de réforme ferroviaire.* ». Quant au PCF, il s'en fout de coaliser, il se croit fort dans sa corpo de cheminots.

Q : Est-ce que quiconque a proposé la généralisation de la grève contre son isolement site par site ?

R : On était déjà en grève générale à l'appel de la fédé. On a appris le jour de l'arrêt que la confédération appelait à une journée inter pro une semaine après notre mouvement, ça nous a mis en colère, beaucoup on pensait que la conf aurait dû décaler la date. Et beaucoup de militants de SUD et quelques CGT pensaient que nous étions partis trop tôt, trop loin du vote.

Q : Est-ce que quiconque a proposé une centralisation dans des comités de grève, pour diriger la grève, en appeler à toute la population ?

R : Non, personne. Ils ont fait cela instinctivement sur Paris: pour faire des actions « coup de poing » (envahir la tour Eiffel, etc.). Le dernier jour, ils ont appelé à une manif devant l'assemblée, elle a été interdite.

Q : Pour moi, ils ont appelé directement à la manifestation, mais n'ont pas combattu pour que les dirigeants organisent la manifestation nationale de toute la profession. L'objectif n'était pas de diriger la grève, c'était un comité de lutte sans perspective qui n'a gêné en rien la politique des dirigeants. Quelle a été l'attitude des cheminots : mobilisés ?

R : Du début à la fin. Ce que j'appelle la garde rapprochée, les militants étaient sur la brèche tous les jours, une partie des agents faisait grève, une partie faisait des allers retours entre travail et grève. Le dernier jour ils ont eu l'impression qu'on avait retiré le tapis, ils étaient pour continuer, au moins jusqu'au vote à l'Assemblée.

Q : Quand les dirigeants ont appelé à la reprise, quelle attitude ont eu NPA et LO ?

*R : Suivant les endroits ils ont appelé à la poursuite. LO de toute façon était sur la ligne : « *on attend les négociations sur la convention collective, on sera plus populaires.* ». Et effectivement j'ai eu l'impression que la grève n'était pas populaire, pas comprise.*

Q : Aujourd'hui, quelle ambiance ?

R : Particulière. Dans mon service beaucoup pensent : la réforme va toucher uniquement les conducteurs. Les corps sont opposés les uns aux autres. Les syndicats essaient de lutter contre ça mais les préjugés ont la vie dure.

Q : Qu'est-ce qui a manqué à la grève ?

R : Les médias. Le mouvement techniquement a été réussi, mais l'information a fait défaut. Ce qui a manqué, je ne sais pas. Comme tu dis, une coordination, une perspective.

Q : Vous avez fait le maximum « techniquement », mais il manque le combat politique au compte des cheminots. Nulle part le combat ne s'est mené pour organiser la résistance aux dirigeants, pour imposer les décisions de la base, tisser des liens d'organisation etc. Peut-être cela n'aurait pas suffi à faire gagner, mais il en resterait quelque chose aujourd'hui. Qu'en penses-tu ?

R : Oui peut être.

Retrait de l'accord contre les travailleurs du spectacle !

Le patronat et le gouvernement jugent que les travailleurs inemployés par le capitalisme français perçoivent trop d'allocations. Pourtant, plus de la moitié d'entre eux ne sont pas indemnisés (50,3 % d'après Pôle emploi) et pour ceux qui le sont, la moitié d'entre eux touchent moins de 1 020 euros ; par ailleurs, si l'armée et la police sont préservées, le budget de la culture baisse de un milliard et les collectivités territoriales, recevant moins de dotations de l'État, coupent aussi dans la culture.

Après l'accord de 2003 qui avait déjà entamé le droit du travail pour les travailleurs intermittents du spectacle, le gouvernement poursuit l'offensive en laissant le soin aux directions syndicales de la négocier avec le patronat. Sur les 250 000 intermittents (techniciens, ouvriers et artistes), un peu plus de 100 000 perçoivent des indemnités, pour lesquelles ils doivent justifier de 507 heures travaillées (en réalité beaucoup plus en tenant compte du travail de préparation, qui est l'essentiel de l'activité) sur les 10 derniers mois, ce qui s'explique par la spécificité de leur activité (« un revenu continu pour un emploi discontinu »).

Dans la nuit du 21 au 22 mars, trois syndicats (FO, CFDT, CFTEC) sur cinq ont signé avec toutes les organisations patronales (MEDEF, CGPME, UPA), un accord, entré en vigueur le 1^{er} juillet, qui prévoit 800 millions d'euros de coupes : pour tous les chômeurs, une baisse du taux de remplacement (de 57,4 à 57 %) ; pour les intérimaires, une baisse des indemnités pour activité réduite à hauteur de 20 % ; pour les intermittents, un rallongement du délai d'indemnisation jusqu'à 40 jours contre 4 actuellement et une hausse de 2 points des cotisations.

Il s'agit pour le patronat, avec la complicité des directions syndicales qui ont participé aux négociations, signataires ou non, d'économiser sur l'art et les activités créatrices comme pour toute activité non pourvoyeuse de plus-value, et de transformer les travailleurs de la culture en sous-prolétariat. Le gouvernement est satisfait, via le ministre des finances Sapin qui « *salue la responsabilité dont ont fait preuve les partenaires sociaux gestionnaires de l'assurance chômage* » (22 mars), tout comme le représentant de FO – « *on a fait du chemin* » (22 mars) –, alors qu'un dirigeant de la CGT-Spectacle reproche au gouvernement de n'« *engager aucune discussion autour de leurs propositions* » (Marc-Slyper, *Libération*, 20 mars).

Les travailleurs du spectacle ont engagé le combat : la grève sous les formes particulières qui correspond à leurs métiers, des occupations (notamment des locaux du PS à Montpellier, d'antennes locales du ministère du

travail, de l'Opéra Bastille...), des annulations de spectacles – la saison des festivals a démarré le 18 avril.

Alors que le gouvernement tente en vain de désamorcer le mouvement en nommant un médiateur (le député PS Jean-Patrick Gille) chargé d'un « *dialogue avec l'ensemble des parties concernées* » (*L'Humanité*, 8 juin), la direction CGT lui accorde sa confiance en lui demandant de ne pas agréer l'accord et d'ouvrir de nouvelles négociations. Jamais elle ne se prononce pour le retrait. Elle tente de détourner la lutte des travailleurs en appelant à une journée d'action le 16 juin. Elle accorde également sa confiance à la justice bourgeoise en portant plainte auprès du tribunal de grande instance pour « *déloyauté, manque de sérieux des négociations* » (*L'Humanité*, 11 juin) contre les six organisations signataires, et elle tient à poursuivre sa collaboration avec le patronat : « *agir en justice c'est maintenant la seule façon de changer la donne du dialogue social* » (Éric Aubin, secrétaire du bureau confédéral de la CGT en charge de l'assurance chômage, *L'Humanité*, 11 juin).

Le 11 juillet, sans surprise, le tribunal annonçait son refus de suspendre l'accord, ce à quoi la direction de la CGT-Spectacle « *s'attendait* » ! (Denis Gravouil, *La Tribune*, 11 juillet).

Le 16 juin, plusieurs milliers de manifestants dans plusieurs villes de France. Ils ont raison ! Les travailleurs du spectacle sont confrontés au même problème que ceux de la SNCF. Certaines représentations ont été annulées pour raison de grève.

La direction de la fédération CGT-Spectacles a tenté de désamorcer la lutte en appelant à une journée de grève le 4 juillet, - ouverture du festival d'Avignon -, votée spectacle par spectacle. Pour gagner, ils doivent s'organiser et imposer à ceux qui parlent en leur nom la grève générale jusqu'au retrait de l'attaque contre leurs droits.

La ministre de la culture Aurélie Filipetti a cherché à faire refluer les luttes en affirmant que le délai d'indemnisation « *ne s'appliquera pas* » (*Libération*, 20 juin). En réalité il sera financé par l'État, ce qui en réalité préfigure une sortie du régime d'assurance-chômage pour les intermittents du spectacle.

Assez de double jeu : dirigeants syndicaux, exigez le retrait de l'accord ! Pour le maintien du statut des intermittents ! Retrait de l'accord de 2003 ! Boycottez les mises au point des attaques contre les travailleurs ! Medef hors de l'Unedic !

17 juin 2014

Résolution internationale du CoReP

Ni intervention impérialiste en Irak, ni califat islamiste !



Un nouvel échec retentissant de l'impérialisme étasunien

Le 6 juin, « l'État islamique en Irak et au levant » (EIL, une scission d'Al-Qaïda financée par les émirats du Qatar et d'Arabie saoudite) a lancé une offensive inattendue en Irak. En trois jours, les bandes d'Al-Baghdadi ont pris le contrôle de Mossoul, la troisième ville d'Irak avec 2 millions d'habitants, sans résistance de l'armée régulière du gouvernement sectaire chiite d'Al-Maliki corrompue, peu motivée et perçue comme une force d'occupation par la population majoritairement sunnite du nord du pays. À Mossoul, l'EIL a mis la main sur 500 millions de dollars et sur tout un arsenal d'armes américaines dernier cri. Cette victoire sans combat a permis à une petite armée de quelques milliers d'hommes de se lancer à la conquête de tout le nord de l'Irak.

L'EIL a émergé de la décomposition de l'Irak après les deux guerres impérialistes et de la guerre civile en Syrie. La Syrie est devenue le terrain d'un premier conflit entre blocs impérialistes rivaux qui luttent soit pour conserver leur domination, soit pour repartager le monde. La Syrie a bien connu un soulèvement populaire analogue aux révolutions tunisienne et égyptienne. Mais la classe ouvrière n'a pu, faute de parti, prendre la direction du mouvement contre la dictature bourgeoise. Le régime syrien, comme le gouvernement ukrainien aujourd'hui, a bombardé sa propre population. Le peuple syrien est depuis la victime d'un triple affrontement militaire, entre le gouvernement Assad fils soutenu par le régime islamiste iranien et les nouvelles puissances impérialistes russe et chinoise, les Frères musulmans soutenus par le gouvernement islamiste turc et les vieilles puissances impérialistes occidentales, et les djihadistes ménagés par le régime syrien et soutenus par les pays du Golfe. La Russie a sauvé Assad de l'intervention américaine en lui faisant promettre de détruire son arsenal chimique.

Face à la percée soudaine de l'EIL en Irak, le gouvernement Al-Maliki a été contraint d'appeler à l'aide tant l'Iran que les États-Unis. Obama a

d'abord hésité, car les échecs d'Afghanistan et d'Irak pèsent sur la population américaine et rendent prudente sa classe dominante, d'autant que sa créature monstrueuse, le gouvernement irakien, avait échappé à son contrôle pour se lier à l'Iran. Il n'a envoyé que quelques centaines de conseillers dans un premier temps. L'EIL a pu conquérir la principale raffinerie de pétrole du nord et plusieurs puits de pétrole et de gaz. L'EIL prend officiellement le nom d'État islamique (EI) en juin.

Obama fait de nouveau bombarder l'Irak avec le soutien de Cameron et de Hollande

Le 7 août, plus de deux ans après le retrait officiel d'Irak des troupes américaines, Obama a fait bombarder le nord du pays par son aviation. Prétextant que l'EI s'en prend aux minorités yézidie et chrétienne, le président des États-Unis a décidé d'intervenir militairement en Irak :

Nous ne les laisserons pas créer un califat quelconque via la Syrie et l'Irak. (Obama, New York Times, 9 août 2014)

Plus belliciste que jamais, le gouvernement PS français a demandé au Conseil de sécurité de l'ONU de permettre une intervention impérialiste coordonnée. Et malgré des forces militaires bien inférieures aux États-Unis, Hollande joue sa carte pour tenter de prendre part à un nouveau dépeçage de l'Irak en promettant au gouvernement régional kurde « la disponibilité de la France à apporter un soutien aux forces kurdes engagées dans ce combat » (Hollande, *Le Monde*, 9 août 2014).

Si en Syrie et en Ukraine, la Russie et la Chine affrontent indirectement les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne, par gouvernement massacreur ou « rebelles » interposés, toutes les puissances impérialistes semblent, temporairement, se liguer contre l'EIL.

M. Maliki a donc passé commande en urgence à la Russie d'une douzaine d'avions de combat Sukhoï et d'hélicoptères MI-35 et MI-38, pour un montant de 365 millions d'euros. (Le Monde, 5 juillet 2014)

Dès le 11 août, les États-Unis acheminaient des armes. Le 12 août, la Grande-Bretagne faisait de même. Le 14 août, le gouvernement français livrait

des « *armes sophistiquées* » aux milices de la région autonome kurde d'Irak. Le 14 août, le gouvernement allemand envoyait 4 avions militaires à Erbil, capitale de cette région, avec du matériel humanitaire. Ce qui est une invasion de la part de Poutine en Ukraine selon la chancelière démocrate-chrétienne Merkel serait un acte de pure bonté chrétienne en Irak. De même, Laurent Fabius, ministre français des Affaires étrangères, est arrivé dimanche 10 août à Erbil, capitale du Kurdistan irakien, avec 18 tonnes d'aides humanitaires. Fin août, l'Allemagne a décidé de livrer des armes légères et des missiles anti-char au gouvernement régional du Kurdistan irakien, avec l'accord du pouvoir central de Bagdad.

L'aide humanitaire est un prétexte, la catastrophe ayant pour cause la domination coloniale puis l'ingérence des puissances américaine, britannique et française dans la région. En fait, les chefs impérialistes ne veulent pas laisser cette vaste zone à une organisation qui échappe à tout contrôle.

Le capitalisme mondial et la domination impérialiste engendrent la barbarie

Mais ces grandes puissances coloniales ont, de tout temps, dominé l'Irak et la région pour en tirer des bénéfices économiques et stratégiques. Depuis l'écroulement de l'empire ottoman à la fin de la Première guerre mondiale, elles sont tantôt complices tantôt rivales pour soutenir ou écarter les pouvoirs en place. Cette domination a fait éclater l'Irak et fourni le terreau des bandes fascistes religieuses comme l'EIL.

Ce qui est l'essence même de l'impérialisme, c'est la rivalité de plusieurs grandes puissances tendant à l'hégémonie, c'est-à-dire à la conquête de territoires - non pas tant pour elles-mêmes que pour affaiblir l'adversaire et saper son hégémonie. (Lénine, L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme, 1916)

Le sort de l'Irak est scellé après la première guerre mondiale. Les vainqueurs se partagent l'ancien empire ottoman et la République turque abolit le dernier califat, héritier présumé des dynasties religieuses descendant de Mahomet. L'impérialisme découpe la région et trace les frontières (accords Sykes-Picot), délègue aux bourgeoisies locales le maintien de l'ordre impérialiste en échange d'une part de la plus-value.

Depuis trente-cinq ans, l'Irak a connu successivement une guerre contre l'Iran de 1980 à 1988 encouragée par les puissances impérialistes, une première intervention impérialiste en 1990 (dont la France et l'Allemagne), l'embargo de l'ONU de 1991 à 2003, une deuxième intervention impérialiste en 2003 (sans la France ni l'Allemagne), l'occupation et une guerre civile rampante de 2003 à 2011.

En 2003, l'effondrement de l'État irakien, fort contre les masses, fragile face à l'impérialisme, lors de l'invasion impérialiste, puis l'occupation par les armées américaine et britannique ont induit d'autres formes de violences récurrentes. Suivant la région, les partis nationalistes kurdes, les partis bourgeois arabes les plus réactionnaires, voire les chefs tribaux, ont pris le pouvoir.

L'EIL utilise la torture, exécute les prisonniers et les journalistes. Comme lors du démantèlement de la Yougoslavie, le nettoyage ethnique et religieux sévit en Irak : les sunnites chassent les chiites, les chiites chassent les sunnites, tous chassent les chrétiens, les Kurdes chassent les Turkmènes et les Arabes. Des fanatiques se font exploser au voisinage des mosquées, des marchés et des facultés. Les bandits enlèvent et rançonnent. Les milices des bigots barbus assassinent les militants ouvriers, les femmes émancipées, les homosexuels et les boutiquiers qui vendent de l'alcool. Les travailleurs sont régulièrement visés par des attentats ou par les bandes des seigneurs de guerre.

Au retrait des derniers soldats des États-Unis, en décembre 2011, la guerre aurait fait entre 200 000 et 700 000 morts selon les estimations de différentes associations ou ONG. Les maladies et épidémies, la malnutrition, l'exil, les exactions et attaques terroristes ont jeté des millions d'Irakiens dans la misère. C'est sur ce terreau que l'islamisme s'est présenté comme une alternative politique, comme en Turquie (2001), en Irak (2003), dans la bande de Gaza (2005), en Libye, en Tunisie (2011) et en Égypte (2012). À chaque fois que cette fraction religieuse de la bourgeoisie s'est portée candidate au pouvoir, elle a été un ennemi mortel du mouvement ouvrier, des minorités religieuses ou nationales, des artistes, des homosexuels.

C'est d'ailleurs le Dawa, un parti religieux chiite, vainqueur des élections bourgeoises d'avril 2014,

qui gouverne l'Irak. Son chef, Al-Maliki, qui est premier ministre depuis 2006, est resté au pouvoir sous les ordres de l'armée de Washington comme après le retrait de la coalition impérialiste. Avec ses milices, sa police et son armée formée pour la répression des masses, le gouvernement Al-Maliki est rejeté par le prolétariat et par les minorités nationales et religieuses.

Devant son incapacité à maintenir l'ordre, les États-Unis, en concertation avec l'Iran, ont destitué en août Al-Maliki et ont chargé Haidar Al-Habadi de constituer un gouvernement d'union nationale et de refouler « l'État islamique ».

Un califat maffieux et totalitaire

Tous les musulmans du monde devraient prêter allégeance au calife Ibrahim.

Musulmans, rejetez la démocratie, la laïcité, le nationalisme et les autres ordures de l'Occident. Revenez à votre religion. (AFP, 29 juin 2014)

Pitoyable camouflage : comme si le droit de faire grève, de pratiquer la religion de son choix, de ne pas être torturé, de ne pas être violé, de ne pas être mariée contre son gré, de s'établir ou de rester dans l'endroit de son choix, de ne pas être espionné... n'étaient pas des aspirations de tous les travailleurs et de toutes les femmes dans le monde ; comme si ces droits étaient réellement respectés dans tout « l'Occident ».

Malcom X avait compris que l'émancipation des Noirs américains nécessitait de surmonter leur division entre chrétiens, musulmans et athées.

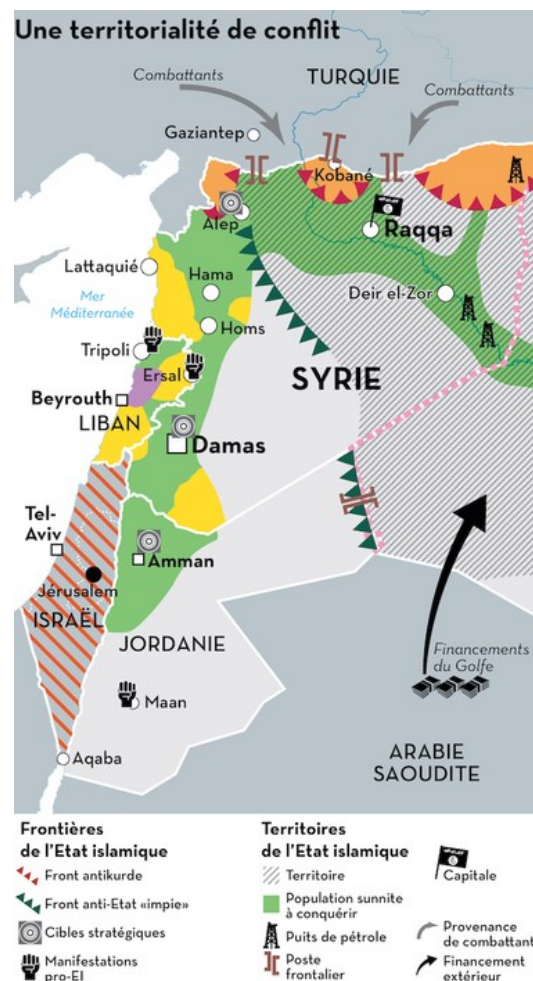
L'islam est ma religion, mais je crois que cela ne regarde que moi. Elle gouverne ma vie personnelle, ma morale personnelle... Laissez votre religion chez vous. Limitez la religion à une relation entre vous et votre Dieu. Parce que, si elle n'a pas fait plus pour vous précédemment, vous devez l'oublier de toute façon. (Malcom X, Le Bulletin de vote ou le fusil, Detroit, 12 avril 1964)

En Afrique du nord et au Proche-Orient, la religion musulmane a servi de refuge aux masses opprimées face à la pénétration étrangère. C'est pourquoi les chefs nationalistes bourgeois ont tous coloré dans les années 1950-1970 leur anti-impérialisme de cette croyance, même ceux qui s'appuyaient sur l'URSS (Nasser, Bourguiba, Ben Bella, Arafat, Hussein, Al-Assad, Kadhafi, ...), alors que d'autres ont prétendu carrément faire de l'Islam une doctrine politique et un régime juridique (les monarchies du Golfe arabo-persique, les Frères musulmans, les ayatollahs ira-

niens...). Le fondamentalisme musulman procure une idéologie d'autant plus prégnante que le stalinisme a discrédité au 20^e siècle le communisme dans toute la région et que le nationalisme bourgeois « progressiste » (nassérisme, Baas, Fatah...) a échoué lamentablement.

Bakr al-Baghdadi prétend renouer avec le califat des origines de l'extension de l'Islam. Mais la roue de l'histoire ne peut tourner en arrière. Tous les courants politiques religieux d'aujourd'hui sont avant tout marqués par le pourrissement du mode de production capitaliste au stade impérialiste, bien différent des conditions qui étaient celles de l'apparition des grandes religions. En effet le capitalisme est entré en décomposition, ce qui nourrit la réaction, l'irrationalisme, l'obscurantisme, le cléricalisme, le complotisme... y compris dans les pays avancés eux-mêmes.

Les djihadistes d'Afrique et d'Asie sont économiquement branchés sur les réseaux capitalistes maffieux mondiaux (enlèvements, trafic international



de pétrole, d'armes, de drogues...), sur la bourgeoisie régionale parasitaire qui vit de la rente du pétrole et du gaz exportés vers les pays impérialistes (dans le cas de l'EIL, le financement initial venait du Qatar et de l'Arabie). Au nom de la charia, Boko Haram a fédéré des criminels du Nigeria et du Cameroun. L'EIL a attiré des centaines de délinquants d'Irak, de Syrie et même d'Europe qui peuvent voler et assassiner avec une justification religieuse, ainsi que des centaines de jeunes révoltés qui croient que la « guerre sainte » permettra de régler leur compte aux oppresseurs dans la région, notamment en Syrie et en Palestine. Mais, comme les Frères musulmans, les salafistes préservent les intérêts des classes dominantes locales (propriétaires terriens et bourgeoisie commerçante, bancaire ou industrielle).

Le califat de l'EIL, comme celui de Boko Haram au Nigeria, défend la propriété privée des riches et maintient l'exploitation capitaliste, comme l'ont fait les ayatollahs en Iran et l'AKP en Turquie. Les diffé-

rentes fractions de la bourgeoisie sont incapables de développer l'économie, d'unifier l'Irak et de mettre fin à la domination étrangère.

Étant une expression du capitalisme à l'époque impérialiste, l'anti-impérialisme affiché des barbus est impuissant, ainsi que leur prétention à renverser la colonisation sioniste. En fait, Al-Baghdadi limite son prétendu projet panislamiste à la Syrie et à l'Irak. Il laisse soigneusement La Mecque à la monarchie saoudienne liée aux États-Unis et il se garde bien d'affronter l'armée israélienne qui contrôle l'autre ville sacrée de l'Islam, Jérusalem.

Il préfère lancer ses bandes fascistes et maffieuses contre les musulmans chiites et les minorités religieuses sans défense : chrétiens et yézidis (kurdes non musulmans). Plus de 500 000 civils ont fui, s'ajoutant aux millions de réfugiés provoqués par la colonisation sioniste, la persécution des Kurdes en Turquie, l'intervention américaine en Irak, la guerre civile en Syrie...

Le nationalisme bourgeois kurde se vend à l'impérialisme américain

De leur côté, les partis nationalistes bourgeois kurdes d'Irak (UPK et PDK) se partagent la « région autonome » riche en pétrole et en gaz que la coalition impérialiste leur a cédée et que le gouvernement irakien n'a pu réintégrer. Bien qu'ils aient été d'accord pour miser servilement sur l'impérialisme américain contre Saddam Hussein et le régime du Baas, ce qui les isole de la majorité des travailleurs irakiens et renforce l'islamisme qui apparaît ainsi à bon compte comme anti-impérialiste, ils restent divisés militairement, ce qui facilite aussi la tâche à l'EIL. Leur rivalité tient en bonne partie au fait que l'un mise sur l'Iran (UPK) et l'autre sur la Turquie (PDK). Dans ce dernier pays, le principal parti nationaliste kurde, le PKK, outre qu'il présente des traits mafieux (rançonnage de l'émigration kurde), joue désormais la carte de la négociation avec le gouvernement de l'AKP islamiste, toujours membre de l'OTAN.

Séparant les travailleurs kurdes des travailleurs arabes, turcs et perses, les nationalistes ne sont même pas capables d'accomplir la tâche nationale qu'ils se donnent. Aucun parti nationaliste kurde n'a réellement combattu pour l'unification de tout le Kurdistan, indépendamment de tous les États capitalistes qui sont les oppresseurs de ce peuple (Irak,

Turquie, Syrie, Iran) et contre l'impérialisme qui a tracé les frontières au mépris des Kurdes. L'histoire de la lutte du peuple kurde pour son émancipation est rythmée par les défaites orchestrées par ses directions nationalistes qui expriment les aspirations des capitalistes et des seigneurs kurdes et qui misent toujours sur une bourgeoisie voisine ou sur l'impérialisme américain. Partout, les mouvements révolutionnaires des travailleurs, des paysans pauvres et de la jeunesse kurdes ont été trahis par leurs classes exploiteuses.

Il ne faut pas laisser la lutte démocratique aux mains de la bourgeoisie nationale, mais il faut, dans une situation de montée du mouvement de masse, qu'elle s'exprime par la création de conseils ouvriers, de paysans et de soldats au niveau local, provincial et national, en tant qu'organes de la lutte de masse et tôt ou tard en tant qu'organes du pouvoir des travailleurs. Un tel pouvoir opposé à celui de la bourgeoisie nationale sera seul capable de mener à terme la révolution démocratique en libérant les paysans et la terre elle-même des griffes des exploiters nationaux et étrangers. (4^e Internationale, Résolution sur le monde colonial et la seconde guerre impérialiste, mai 1940)

Le mouvement ouvrier doit surmonter l'héritage du stalinisme qui l'a subordonné à la bourgeoisie « démocratique » ou « nationale »

La confédération syndicale soumise à l'État bourgeois dirigé par le Baas s'est transformée en Fédération des syndicats irakiens (FSI). Historiquement liée au Parti communiste irakien, ce syndicat a accepté l'ordre capitaliste sous l'occupation comme après, en prétendant parler au nom des travailleurs.

Animée par le Parti communiste ouvrier irakien (PCOI), la Fédération des conseils ouvriers et des syndicats irakiens (FCOSI) est tolérée par le pouvoir, mais harcelée par les milices réactionnaires, kurdes ou cléricales. La FCOSI organise les chômeurs et les travailleurs du pétrole. Cependant, la FCOSI, qui est membre du Congrès des libertés en Irak, limite comme lui ses revendications politiques à la « démocratie » et aux « libertés ». Mais elle soumet la classe ouvrière aux « intérêts du peuple » entier et souhaite à mots couverts l'appui de l'impérialisme pour faire face à l'EIIL.

Nous visons à nous tenir aux côtés de ceux qui représentent les intérêts du peuple et à les renforcer face à cette attaque dangereuse et réactionnaire. Nous appelons à une position internationale claire pour lutter

contre la détérioration de la situation et contre l'ingérence régionale et pour soutenir la population d'Irak. (Falah Alwan, Fédération des conseils ouvriers et des syndicats en Irak, 13 juin 2014)

Depuis longtemps, la classe ouvrière ne peut pas compter sur un parti ouvrier révolutionnaire. Le premier parti ouvrier, Al-Hizb al-Chuyû'i al-'Irâqî (Parti communiste irakien) regroupait après la seconde guerre mondiale les travailleurs avancés et était implanté chez les Kurdes. Mais l'Irak n'a pas échappé aux conséquences de la dégénérescence stalinienne de l'Internationale communiste passée sous le contrôle de la bureaucratie privilégiée et conservatrice de l'URSS.

En 1958, quand la révolution éclata, le PCI interdit aux masses de s'en prendre à la propriété foncière et capitaliste, dans les villes comme dans les campagnes. Il offrit ses services à des forces soi-disant anti-impérialistes et soutint Abd al-Karim Qasim, un nationaliste bourgeois. Qasim le récompensa par des interdictions et des persécutions.

Quand le parti nationaliste panarabe Baas prit le pouvoir en 1963, il emprisonna et assassina des milliers de militants. Pendant les années qui suivirent, les enlèvements, les tortures et les meurtres se poursuivirent. Cela n'empêcha pas le PCI, sur les ordres du Kremlin, de soutenir le régime de Saddam Hussein. Inutile de dire que ses forces n'ont pas cessé de se réduire.

Sur sa gauche, le Hizb al-Shuyu'i al-'Ummali al-'Iraqi (Parti communiste-ouvrier irakien) a une influence dans les masses exploitées. À juste titre, le PCOI organise aussi les femmes (Organisation des femmes indépendantes) et se prononce contre les persécutions envers les homosexuels. Mais il ne semble pas avoir rompu pour autant avec l'étapisme démocratique bourgeois, ni l'impasse des alliances avec la bourgeoisie. Dans la tradition stalinienne et maoïste, le PCOI a fondé un « front », le Congrès des libertés, qu'il a constitué avec des « organisations de masse » qu'il dirige. Ce Congrès se garde de mettre en cause la propriété capitaliste et s'en remet à l'ONU qui est sous le contrôle des impérialismes américain, chinois, français, britannique et russe.

Les courants opportunistes qui se réclament abusivement du « trotskysme », hélas, ne font pas mieux que les survivants du naufrage stalino-mao-polpotiste.

Nous exigeons de l'Assemblée générale des Nations Unies, plus spécifiquement, conformément au mécanisme de « L'Union pour la paix », de poursuivre tout État impliqué, en lui infligeant des sanctions. (Organisation des socialistes révolutionnaires / Égypte, Union des communistes irakiens / Irak, Courant Al Munadil(a) / Maroc, Courant de la gauche révolutionnaire / Syrie, Ligue de la gauche ouvrière / Tunisie, Le Forum socialiste / Liban, 28 juin 2014)

Il faut un parti ouvrier révolutionnaire pour chasser le calife et les valets de l'impérialisme

Pour résoudre définitivement les questions nationales dans la région, pour assurer le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, pour en finir avec les dictatures militaro-policières que la révolution avait commencé à chasser de Tunisie et d'Égypte en 2011, pour assurer tous les droits démocratiques, les ouvriers et les paysans pauvres doivent mener à bien une révolution pour renverser les capitalistes et établir leur propre pouvoir.

Par la constitution de conseils ouvriers et populaires (comme les shoras de 1979 en Iran), par leur unification en un pouvoir central, les travailleurs pourront prendre le pouvoir, créer leurs propres milices contre celles des fascistes religieux ou celles des larbins des puissances impérialistes. De tels organismes auront la possibilité d'établir un gouvernement ouvrier et paysan dont la tâche sera d'exproprier les capitalistes, les propriétaires fonciers et d'établir le contrôle sur la production. Un tel pouvoir pourra comme l'ont fait les Soviets russes de 1917, assurer les droits démocratiques, résoudre les questions nationales et propager la révolution pour chasser l'ordre impérialiste dans la région.

La classe ouvrière a besoin d'une internationale, d'un parti communiste révolutionnaire qui défende la perspective de la révolution permanente, de la prise du pouvoir à la bourgeoisie, de la dictature du prolétariat. Un tel programme est antagonique à toute confiance à l'impérialisme américain ou dans l'ONU, à toute supplique pour l'intervention de la « communauté internationale » derrière laquelle se cache la domination impérialiste qui maintient la région dans le sous-développement et la met à feu et à sang depuis des décennies.

Le programme d'un parti de type bolchevik avance les mots d'ordre démocratiques comme le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et l'égalité des droits pour les minorités nationales. Il explique que ces

mots d'ordre, d'une grande actualité en Irak, ne peuvent être assurés que par un gouvernement ouvrier et paysan. Ce parti veut dresser tous les exploités, tous les opprimés qu'ils soient kurdes ou arabes, sunnites, chiïtes ou chrétiens, hommes ou femmes, contre le pouvoir capitaliste, pour exproprier la classe sociale qui dirige le pays.

Ses moyens sont ceux de la révolution prolétarienne : les conseils ouvriers et leurs milices, le contrôle ouvrier sur la production, l'extension de la révolution aux pays voisins, de la Palestine à l'Iran, dans le but de constituer une fédération socialiste du Proche-Orient.

Dans les pays où les gouvernements livrent des armes pour maintenir l'ordre impérialiste (États-Unis, Grande-Bretagne, France, Allemagne, Russie...), bombardent le pays (États-Unis), l'unique manière d'aider le prolétariat de tout le Proche-Orient est de combattre pour que les organisations ouvrières, politiques et syndicales, se prononcent clairement contre toute livraison d'armes, toute immixtion et qu'elles organisent la lutte pour l'interdire.

**Non à toute intervention militaire impérialiste !
À bas le califat anti-ouvrier !**

Fermeture des bases militaires américaines et française ! Départ définitif de la flotte américaine du Golfe arabo-persique, de la Méditerranée et de la Mer rouge !

Libertés démocratiques, séparation de la religion et de l'État, émancipation des femmes et de la jeunesse ! Droit à la séparation pour les Kurdes !

Gouvernement ouvrier et paysan en Irak et en Syrie ! Fédération socialiste du Proche-Orient !

24 août 2014

Collectif révolution permanente



Combattante kurde

Déclaration internationale, 13 juillet 2014

Arrêt immédiat de la guerre israélienne contre Gaza ! Palestine unifiée, laïque et socialiste !

Israël mène une guerre permanente contre les Arabes de la Palestine parce que c'est un État colonial depuis sa conception par le nationalisme juif (très minoritaire avant l'extermination des Juifs d'Europe par l'État bourgeois raciste allemand). Israël est un État basé depuis sa naissance sur l'expulsion des habitants non juifs de la Palestine et le terrorisme à grande échelle à leur rencontre, un État qui jamais n'assurera la sécurité des Juifs.

Cette violence et cette oppression se manifestent quotidiennement par l'exil de millions de personnes, la discrimination des Arabes en Israël, la colonisation qui se poursuit à Jérusalem et en Cisjordanie, l'édification d'un mur de purification ethnique de 700 kilomètres, le parage de 1,7 million de personnes dans le ghetto de 360 km² de Gaza, les emprisonnements par milliers...

Périodiquement, le colonialisme sioniste frappe de manière encore plus ouverte et violente, à travers les assassinats ciblés, les raids d'un État bourgeois surarmé (dont, au mépris de tous les traités internationaux, de l'arme atomique) :

- en juin 2006 (7 morts israéliens / 200 morts palestiniens),
- en décembre 2008-janvier 2009 (13 morts israéliens / 1 300 morts palestiniens),
- en novembre 2012 (6 morts israéliens / 163 morts palestiniens),
- en juin-juillet 2014...

L'inégalité des armements défensifs et offensifs, la disproportion des victimes montrent qui domine, opprime et agresse, quel que soit l'incident qui sert de prétexte. Ainsi, Sderot est présentée par la propagande sioniste comme une ville martyre. En fait, il n'y a eu aucune victime israélienne en 2014 à Sderot ; par contre, certains de ses habitants s'installent sur les collines avec des fauteuils et des tables pour jouir du spectacle du bombardement de Gaza (130 morts à cette date). Le nationalisme et le militarisme servent en Israël à étouffer la lutte entre les classes alors que les capitalistes y exploitent les travailleurs salariés et que les inégalités s'accroissent.

Dans ses menées barbares, le gouvernement israélien reçoit le soutien des puissances capitalistes, États-Unis, Grande-Bretagne, France, Russie... Elles

n'y voient que « *le droit d'Israël de se défendre* » (Hollande, 9 juillet ; Obama, le 10 juillet ; Poutine, le 10 aussi ; Cameron, le 12...). En réalité, ce sont les Palestiniens qui, depuis 70 ans, tentent de se défendre avec des moyens dérisoires contre la colonisation. Tous ces dirigeants s'entre-tiennent ces jours-ci avec Netanyahu, le premier ministre d'Israël ; aucun avec Haniyeh, le premier ministre de Gaza bombardée.

Cependant, les États impérialistes, même s'ils sont rivaux et s'ils s'affrontent de manière interposée en Syrie, en Irak, en Afghanistan, redoutent la déstabilisation des régimes bourgeois locaux et un sursaut de la révolution sociale qui s'est esquissée en Tunisie en 2010 et en Égypte en 2011. De là, les appels à « la retenue » des dirigeants occidentaux.

De même, par prudence, la junte militaire égyptienne, qui est, comme Israël, un allié de l'impérialisme américain, a dû entrouvrir la frontière aux victimes d'Israël. Et le gouvernement islamiste turc, un autre allié de l'impérialisme américain, a été obligé de suspendre son rapprochement avec Israël.

Le Fatah est maintenant tellement dépendant de l'impérialisme que le gouvernement Abbas de Cisjordanie a collaboré avec Netanyahu après l'assassinat de 3 jeunes colons alors que l'armée israélienne intervenait en juin sur son territoire (12 Palestiniens tués). Seule la reprise de l'offensive contre le Hamas, en Cisjordanie et à Gaza a conduit celui-ci à mettre fin à la trêve qu'il avait respectée depuis 2012.

Les travailleurs et les jeunes palestiniens ne peuvent pas se fier à une prétendue communauté arabe ou musulmane car toutes les bourgeoisies voisines les ont trahis ou les trahiront.

- La monarchie jordanienne et le régime nationaliste syrien du Baas ont écrasé, respectivement en 1970 et en 1976, la résistance palestinienne dirigée par l'OLP, à une époque où Israël favorisait les islamistes.
- Dans toutes les monarchies du Golfe, les travailleurs palestiniens sont surexploités comme les autres immigrés.

- Au Liban, en Syrie, en Jordanie, les Palestiniens sont enfermés dans des camps.
- Le régime islamiste iranien de Khamenei et Rouhani a liquidé physiquement les révolutionnaires, opprime ses propres minorités nationales et a commencé à se rapprocher de l'impérialisme américain depuis 2013, dans ses propres intérêts et sans que le sort des Palestiniens ait constitué un obstacle.
- La monarchie de Bahreïn a écrasé la grève générale et massacré les manifestants en mars 2011.
- Le gouvernement islamiste turc d'Erdogan réprime le premier mai, emprisonne des milliers de militants révolutionnaires, opprime le peuple kurde.
- Le président islamiste Morsi avait reconnu Israël, le maréchal Sissi participe au verrouillage de Gaza, il réprime son propre peuple et a enfermé dans ses prisons entre 1 000 et 2 000 jeunes révolutionnaires.

Les monarchies salafistes du Golfe arabo-persique, les ayatollahs d'Iran, les chefs du Hamas de Palestine ont en commun d'être bien plus efficaces pour s'enrichir, opprimer les femmes et les jeunes, interdire les syndicats et les grèves, défendre la propriété privée... que pour lutter contre le sionisme et les puissances impérialistes.

Les Palestiniens ne peuvent compter que sur la classe ouvrière mondiale pour les défendre. Toutes les organisations qui se réclament des travailleurs et du socialisme doivent exiger :

- Arrêt immédiat des bombardements de Gaza et des intrusions militaires dans Gaza et la Cisjordanie ! Levée du blocus de Gaza et de la Cisjordanie ! Liberté de circulation des Palestiniens dans le monde entier !
- Destruction du mur de l'apartheid ! Libération de tous les prisonniers palestiniens ! Droit au retour des réfugiés et de leurs descendants !
- Aucune arme, aucune aide militaire à Israël ! Retrait des troupes impérialistes d'Afghanistan, du Liban et d'Irak, départ de la flotte militaire américaine de la mer Méditerranée et de l'Océan indien, fermeture des bases militaires impérialistes de toute l'Asie de l'ouest !

Aider les Palestiniens exige de lutter pour renverser tous les gouvernements qui, aux États-Unis, en Europe, au Proche-Orient, soutiennent l'État sioniste.

La bourgeoisie palestinienne, qu'elle soit panarabe (Fatah) ou islamiste (Hamas), ne peut libérer la Palestine parce qu'elle a toujours préféré la collaboration avec les États bourgeois voisins à la mobilisation des travailleurs des villes et des campagnes de la région qui aurait débouché sur la mise en cause de la propriété privée. La bourgeoisie palestinienne, en prêchant l'unité trompeuse de tous les Arabes ou de tous les musulmans, s'est révélée incapable de s'adresser à la classe ouvrière de la région et des pays impérialistes. Par conséquent, les travailleurs palestiniens doivent rompre avec tous les chefs bour-

geois et petits-bourgeois pour dresser leur mouvement de masse et édifier leur parti révolutionnaire.

Seule la classe ouvrière peut libérer les Arabes palestiniens. Pour jouer ce rôle, les travailleurs doivent s'unifier au niveau international quelle que soit leur nationalité, leur ethnie, leur religion.

Si des partis ouvriers révolutionnaires réalisent cet objectif, la révolution sociale anticapitaliste de toute la région instaurera une Palestine laïque, multiethnique, dans laquelle pourront vivre en-

semble Arabes et Juifs, musulmans, israéliens, chrétiens et athées. Le gouvernement ouvrier et paysan de la Palestine unifiée ne peut naître que sur les décombres de l'État colonisateur, raciste, belliciste et colonialiste, instrument de l'impérialisme au Proche-Orient. Expression du pouvoir des conseils de travailleurs, le gouvernement ouvrier et paysan abolira les frontières héritées de la colonisation, ouvrira la perspective de la fédération socialiste du Proche-Orient.

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Collectif Manuel Agustín Aguirre (Équateur)
Collectif marxiste internationaliste (Colombie)
Collectif révolution permanente
(Autriche, France, Pérou)
Mouvement au socialisme (Russie)



Tract du GMI, 4 août 2014

Soutien à la résistance palestinienne ! Destruction de l'État sioniste par la révolution socialiste !

1 766 Palestiniens ont été tués, essentiellement des civils ; 67 Israéliens, presque tous des militaires. Alors que le massacre se poursuit à grande échelle, le président et le vice-président des États-Unis, le secrétaire général de l'ONU réclament la libération d'un soldat israélien capturé à Gaza ! Depuis le 24 juin, le terrorisme d'État israélien se déchaîne sur la bande de Gaza, par la terre, la mer et le ciel. Il s'agit, d'un côté, de la poursuite depuis 1948, par un État surarmé, de la colonisation au détriment des habitants arabes, chrétiens et musulmans, de la Palestine et de leurs descendants ; de l'autre, de la juste résistance, avec des moyens dérisoires, d'un peuple opprimé et colonisé.

Il ne peut y avoir un État palestinien à côté d'un Israël pacifique, contrairement à ce qu'avancent le PS, le PCF, le PdG, le NPA et LO. Tout État colonial se maintient par le nationalisme, le cléricalisme, le racisme et la terreur militaire.

Israël profite que la région s'enfonce dans le chaos à la suite des rivalités entre impérialismes, du reflux des révolutions sociales de Tunisie et d'Égypte sous les coups des islamistes et des généraux, des guerres réactionnaires menées par les islamistes contre les Kurdes, les chrétiens ou d'autres musulmans. Bien que le gouvernement américain ait entrepris, face à l'échec de sa politique en Irak et en Afghanistan, de se rapprocher du gouvernement islamiste iranien contre l'avis du gouvernement israélien, Netanyahu estime que les États-Unis ne rompront pas leur soutien car ils ne peuvent compter que sur Israël comme allié fiable.

Ainsi, l'État bourgeois américain verse 3 milliards de dollars d'aide militaire chaque année à Israël, lui fournit des armements sophistiqués, l'industrie militaire américaine collabore avec les firmes capitalistes israéliennes d'armement. De même, l'État bourgeois français, qui a collaboré avec l'État bourgeois allemand pour exterminer les Juifs, qui a mené des guerres coloniales contre le Vietnam et l'Algérie, qui a aidé Israël à se doter de l'arme nucléaire, interdit aujourd'hui des manifestations de soutien aux Palestiniens. Sa police et sa justice s'en prennent à Alain Pojolat (NPA) accusé d'avoir organisé une « *manifestation interdite* ».

Il est donc absurde, comme le font le PCF, le PdG et le NPA, d'appeler « *la France* » et les autres États bourgeois occidentaux à « *sanctionner Israël* » et de faire confiance à l'ONU, dont les puissances impérialistes

contrôlent le Conseil de sécurité et qui a ratifié la colonisation sioniste dès 1948.

Les partis bourgeois palestiniens, malgré le courage de leurs militants et combattants, sont incapables de libérer la Palestine, de détruire l'État colonial et d'infliger ainsi une défaite importante à l'impérialisme mondial. Les nationalistes s'opposent à la révolution sociale pour faire pression sur Israël en misant sur les bourgeoisies arabes (Fatah) ou musulmanes (Hamas). Mais Assad père a écrasé la résistance palestinienne au Liban, Kadhafi a expulsé les Palestiniens de Libye, Sissi bloque les frontières de Gaza, Bouteffika interdit les manifestations pour les Palestiniens. Mais le gouvernement islamiste AKP de Turquie maintient la Turquie dans l'OTAN et opprime les alevites et les Kurdes, les monarchies salafistes du Golfe interdisent les manifestations pour Gaza et surexploitent les immigrés palestiniens, le régime clérical d'Iran persécute ses propres minorités religieuses et ethniques et a commencé à se réconcilier avec les États-Unis. Ces États islamistes s'affrontent par armées et bandes réactionnaires rivales en Irak et en Syrie.

La Première guerre mondiale ne s'est arrêtée que lorsque la révolution des ouvriers, des soldats et des paysans a triomphé en Russie en 1917 et a éclaté en Allemagne en 1918, entraînant une large adhésion parmi les travailleurs du monde et parmi les peuples colonisés d'Asie et d'Afrique. La révolution mettra fin à la colonisation sioniste, aux agressions récurrentes d'Israël et instaurera une Palestine unifiée, laïque et multiethnique dans le cadre de la Fédération socialiste du Proche-Orient.

Des milliers d'Arabes et de Juifs ont manifesté ensemble en Israël contre la guerre, malgré l'interdiction du gouvernement Netanyahu et les violences des fascistes.[...]

Liberté de manifester en France et partout pour le peuple palestinien ! Abandon des poursuites judiciaires contre le NPA ! Aucune arme, aucune aide militaire à Israël ! Retrait des troupes impérialistes françaises du Liban et du Mali, des troupes américaines d'Afghanistan ! Départ de la flotte militaire américaine de la mer Méditerranée et de l'Océan indien ! Fermeture des bases militaires impérialistes de toute l'Asie de l'ouest !

Le mouvement ouvrier français face à la montée du FN

La nation de l'ouvrier, ce n'est ni la France, l'Angleterre ou l'Allemagne, c'est le labeur, l'esclavage salarié, la vente de soi-même. Son gouvernement n'est pas français, anglais ou allemand, c'est le capital. (Karl Marx, *A propos du « Système national de l'économie politique » de List, 1845*)

Les élections de mai donnent un avertissement au prolétariat européen

Les deux traits marquants, à l'échelle de l'Union européenne (UE), du scrutin du 25 mai sont l'abstention massive et la percée des partis fascisants et fascistes. L'abstention s'élève au total à 56,91 % comme en 2009 (56,5 %), avec un record en Slovaquie (87 %). L'abstention majoritaire est un signe de désintérêt vis-à-vis de l'UE, mais aussi de désarroi des travailleurs au sens large (prolétaires, cadres et travailleurs indépendants). Ce diagnostic est confirmé par le progrès notable des partis bourgeois xénophobes en Grande-Bretagne (27,5 % des votes), au Danemark (26 %), en France (25 %), en Autriche (19 %), en Hongrie (15 %), en Grèce (9 %)...

En France, l'addition des résultats des partis ouvriers se réduit à 22 % des suffrages exprimés, en négligeant la présence d'organisations étrangères à la classe ouvrière dans plusieurs listes présentées par le PS, le PCF, le PdG et le NPA (« radicaux », écologistes, régionalistes, « souverainistes »...). Le PS subit une déroute électorale (14 % des suffrages), sans qu'elle bénéficie au « Front de gauche » (6 % des exprimés), ni à LO (1,2 %) et encore moins au NPA (0,4 %).

Les partis bourgeois totalisent 78 % des suffrages exprimés. Le FN passe devant l'UMP (presque 25 % contre moins de 21 %). Plusieurs commentateurs ont déduit de cette élection que le FN, avec 4,7 millions de voix, est « devenu *le premier parti ouvrier de France* » (*Les Échos*, 20 juin), relayant de la sorte le discours tenu depuis plusieurs années par ce parti.

Il faut rappeler qu'au moins 65 % des « ouvriers » (selon la classification de l'Insee) se sont abstenus, de même que 68 % des « employés » et 69 % des chômeurs. Certes, parmi les 35 % des

« ouvriers » (au sens de l'Insee) qui ont voté, beaucoup ont voté FN (selon l'estimation la plus forte 46 %). C'est catastrophique et alarmant (sauf pour le POI), mais le FN n'est pas pour autant le parti des ouvriers, des employés et des chômeurs. Par exemple, en tablant sur le fait qu'il y a 3 % de votes nuls ou blancs parmi les « ouvriers » (la proportion de la population électorale qui a voté blanc ou nul), le calcul est le suivant :

$$(35/100) \times (97/100) \times (46/100) = 15,6/100$$

Autrement dit, moins de 16 % des « ouvriers » ont voté FN, dans le pire des cas.

L'économie française stagne, le capitalisme français perd pied par rapport à ses concurrents, le chômage augmente, les petites villes périclitent. Le FN propose une solution absurde, irrationnelle et réactionnaire, mais facile à com-

prendre : abandonner l'euro, sortir de l'UE, expulser les étrangers. Il faut concevoir la relative montée électorale du FN aux élections municipales et européennes en relation au renforcement dans la rue des réactionnaires (Manif pour

tous) et des fascistes (Printemps français), aux attaques des locaux PS ou LGBT, aux agressions d'antifascistes dont l'assassinat de Clément Méric.

Bien qu'ils organisent les travailleurs étrangers sans discrimination, les syndicats de salariés sont touchés par la montée du protectionnisme et de la xénophobie, surtout ceux dont les directions accusent en permanence l'UE (et non le capitalisme français) comme la source des attaques contre les salariés : d'après l'IFOP, 22 % des salariés qui se reconnaissent dans la CGT ont voté FN, 27 % de ceux de Solidaires et 33 % de ceux de FO.

Le mouvement ouvrier français est actuellement miné par l'étatisme et le chauvinisme. Même LO se refuse à mettre en cause l'État bourgeois ; les autres partis s'en remettent carrément à lui.



LO, une pratique compatible avec la bureaucratie traître de la CGT

La campagne de LO est restée soigneusement dans le cadre de la majorité de la sociale-démocratie d'avant 1914, révolutionnaire en paroles, réformiste en pratique. Cela se manifeste sur la question-clé de l'État bourgeois. LO propose de mieux le contrôler.

Il faudra partout imposer le contrôle de la population sur les comptes des capitalistes et des États. (Mercier, Intervention au meeting pour les élections européennes, 16 mai)

Pas question de la revendication démocratique de l'armement du peuple et encore moins de la destruction de l'État bourgeois. La révolution est pour LO un programme maximum repoussé à un avenir très lointain ; dans l'immédiat, faire peur à la classe dominante permettrait de revenir aux « 30 glorieuses ». Corrélativement, LO se démarque du chauvinisme mais de manière morale, incomplète. La perspective d'un parti est repoussée à un avenir lointain et bornée à la France :

Les résultats de LO, pour modestes qu'ils soient, préservent une perspective politique pour les travailleurs.... Ce courant pourra faire émerger un parti véritablement communiste. (Lutte ouvrière, 26 mai)

L'internationalisme de LO est d'autant plus platonique qu'elle ne dénonce pas tous les partis et syndicats qui répandent le poison du chauvinisme dans la classe ouvrière et sabotent les luttes. Le seul responsable de la montée du FN est, pour LO, le PS.

Le FN a réussi à détourner à son profit l'écoeurement provoqué par le PS. (Lutte ouvrière, 26 mai)

En dernière analyse, ce sont les travailleurs qui sont responsables.

Cette force ne pèsera réellement sur la vie politique que lorsque la classe ouvrière retrouvera sa combativité et ses moyens de lutte : les grèves, les manifestations, l'action collective. (Lutte ouvrière, 26 mai)



Le 1^{er} décembre 2013, Nathalie Arthaud à la tribune du Front de gauche. Le PCF et le PdG appellent à une « révolution fiscale », en fait pour la confiance dans l'État bourgeois et pour le déficit budgétaire. LO et NPA cautionnent cette supercherie.

Être « combatif », pour LO, c'est suivre les journées d'action, les manifestations bidons et les grèves reconductibles de la bureaucratie CGT, « les grèves », pas la grève de masse, la grève générale, « les manifestations », comme celle du PCF pour la révolution (sic) fiscale. Avec des « moyens de lutte » dépourvus de comités de grève, piquets d'autodéfense, milice ouvrière, conseils ouvriers...

Voilà qui explique que la conduite de la CGT à l'usine d'Aulnay de PSA (dont le dirigeant Mercier figurait sur une liste LO aux européennes) n'ait pas été si différente de celle de la CFDT de l'usine de Florange d'ArcelorMittal (dont le dirigeant s'est trouvé sur une liste PS) : refus de se prononcer contre tout licenciement, refus d'appeler à la grève générale du groupe, incapacité à dresser des piquets de grève contre les cadres envoyés par le patron contre la grève...

A l'opposé, LO a conduit une grève locale sur l'objectif proclamé d'empêcher la fermeture du site (ce qui veut dire accepter des licenciements), d'ailleurs rapidement transformé en négociation du plan patronal.

Voilà qui explique que la perspective de LO se réduise à « peser sur la vie politique » française et aussi sa participation à la marche « pour une révolution fiscale » organisée par le Front de gauche au ministère de l'économie, le 1^{er} décembre 2013.

Son intégration grandissante à l'appareil corrompu de la CGT explique les limites de la « révolution » et du « parti communiste » façon LO. La direction de LO se prononce, comme le PCF, pour deux États en Palestine (ce qui est, il faut le rappeler, la position de sa propre bourgeoisie).

Il est arrivé à LO de réclamer le renforcement de la police (2005, 2007), le rétablissement de l'ordre dans les banlieues avec toute « la gauche » (2005) et de participer à des listes de type front populaire avec des partis bourgeois (2008).

Le NPA, béquille du Front de gauche

Le Nouveau parti anticapitaliste a présenté des listes avec des formations écologistes et nationalistes petites-bourgeoises (en Bretagne, par

exemple). Le NPA a débuté en parallèle une campagne chauvine avec le PCF et le PdG contre le projet de traité de libre-échange entre l'UE et les EU.

De même que LO, le NPA se garde bien d'accuser PCF, PdG, direction de la CGT, direction de la FSU qui complètent le travail du PS. De même que LO, il est incapable d'expliquer pourquoi ses listes, celles de LO et du Front de gauche n'ont pas profité de « la raclée du PS ».

Les élections européennes confirment la raclée du parti socialiste en France qui paie ainsi sa politique favorable au patronat menée depuis plus de deux ans. Par l'abstention massive ou par le vote pour la droite et l'extrême droite arrivée en tête, les électeurs et électrices ont condamné cette politique. (NPA, Communiqué, 25 mai)

Selon le NPA, la France serait une sorte de colonie et le gouvernement français obéirait non à la bourgeoisie impérialiste française, mais à l'étranger, à des organismes localisés à Bruxelles, Francfort et Washington.

Une sanction similaire touche dans la plupart des pays d'Europe, les gouvernements qui ont mis en œuvre les diktats de la Commission Européenne, de la BCE et du FMI contre les travailleurs et les peuples. Elle sanctionne aussi une Europe capitaliste antidémocratique et éloignée des préoccupations de la majorité des populations. (NPA, Communiqué, 25 mai)

À reprendre les antiennes chauvines des sociaux-impérialistes du PCF, des bureaucraties syndicales CGT et FSU, le NPA contribue aussi à désorienter la classe ouvrière et à faciliter l'emprise du FN. Les places qu'il occupe dans les appareils syndicaux CGT, FSU et SUD n'y sont pas étrangères.

Sa perspective s'inscrit plus ouvertement encore que celle de LO dans le « nouveau front populaire » du PCF d'un bloc à vocation gouvernementale.

Face à cette situation, où la gauche, y compris la gauche non-gouvernementale, est au plus bas, il est urgent que les salariés, les organisations de la gauche sociale et politique reprennent le chemin des mobilisations pour combattre les politiques pro-patronales et la montée des droites extrêmes qui en est la conséquence et pour offrir une alternative globale à cette société. (NPA, Communiqué, 3 juin)

« Non-gouvernemental », le PCF qui a donné des ministres à De Gaulle, Mitterrand et Jospin ? « Non-gouvernemental », le PdG fondé par un ministre de Jospin qui s'est proposé à Hollande comme Premier

ministre ? « Non-gouvernemental », EELV, ce petit parti bourgeois qui vient juste de quitter le gouvernement Hollande ? C'est duper les travailleuses et les travailleurs au lieu de démasquer ces agents de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière.

Qu'ils « reprennent le chemin des mobilisations » veut dire que le PCF et le PdG (voire le principal parti écologiste !) auraient effectivement agi pour « combattre les politiques pro-patronales et la montée des droites extrêmes » alors que EELV a participé au gouvernement qui a approfondi la précarité des salariés et réduit leurs retraites, que le programme du Front de gauche réclame plus de policiers, que le PCF, le PdG et le NPA mènent des campagnes chauvines, que le PCF, le PdG, LO et le NPA cautionnent la collaboration de classes de la direction CGT et ses « journées d'action » pour empêcher la grève générale.

Si « les organisations de la gauche sociale et politique » (sic) ont si bien agi hier, rien n'empêche qu'elles le fassent demain. Le rôle du NPA se réduit donc à les y pousser et à être à leur côté.

Le POI, un crétinisme parlementaire combiné à l'abjection chauvine

Le POI se réjouit sans réserve du résultat des élections au Parlement européen.

L'immense majorité du peuple travailleur a dit : cela suffit ! (Informations ouvrières, 28 mai)

Gluckstein semble le seul dirigeant politique au monde à ne pas voir le succès électoral des partis fascistes ou fascistes dans presque toute l'UE. La racine est l'intégration du POI à la bureaucratie de FO, très tolérante à l'égard de l'activité « syndicale » en son sein de l'UMP et du FN.

Les résultats des élections européennes du 25 mai font éclater en pleine lumière le fait que, d'un bout à l'autre de l'Europe, les peuples rejettent l'Union européenne et les plans de la troïka communs avec le FMI. Les peuples d'Europe rejettent les politiques de pillage et de destruction au seul service des mul-



tionales et des grands fonds financiers, principalement nord-américains. (POI, Communiqué, 26 mai)

Le POI truque : l'État français n'a rien emprunté à l'UE ni au FMI et donc n'a subi aucun « diktat », aucune sanction de l'UE ou du FMI.

Qui doit « démanteler l'UE » et empêcher de « démanteler la République », selon le POI ?

Cela passera par la mobilisation des élus, des démocrates, des citoyens. (Informations ouvrières, 28 mai)

De nouveau, les classes disparaissent. Avec ses « citoyens » et ses « démocrates », le POI se retrouve sur le terrain du PS, du PdG et du PCF. Avec ses « élus », le POI double les réformistes sur leur droite. Il s'adresse de fait aux maires, conseillers généraux, conseillers régionaux, députés, sénateurs de la 5^e République quelle que soit leur parti, EELV, PRG, UDI-MoDem, UMP et FN inclus.

Par quoi faudrait-il remplacer l'UE, selon le POI ?

Aider à franchir le premier pas concret dans le démantèlement de l'UE et de ses institutions pour ouvrir la voie à une véritable union libre des peuples et des nations libres d'Europe. En ce sens, le pays est à un tournant. (POI, Communiqué, 26 mai)

La parenté avec la « création d'une Europe de nations libres » du FN est frappante. « L'union des nations » hors de la lutte des classes est au mieux un mot d'ordre complètement creux, au pire un slogan fasciste.

Le PCF veut revenir à Blum et Mitterrand

Le PCF n'a que faire du reste des autres pays de l'UE, il se préoccupe de « notre pays » (rien que « la France », mais toute « la France », bourgeoisie incluse).

La crise politique et démocratique de notre pays atteint un seuil critique... La France s'enfonce dans un malaise démocratique inquiétant. (PCF, Déclaration, 26 mai)

Tout tient à une mauvaise politique économique (le libéralisme, l'austérité) dans laquelle s'entête le gouvernement, alors que « le pays », donc toutes les classes sociales, la désavoue.

Les causes de cette situation sont claires : le rejet massif du modèle libéral de l'UE... ; l'enfermement de François Hollande et de Manuel Valls dans une politique d'austérité désavouée par le pays... (PCF, Déclaration, 26 mai)

Le fascisme qui renaît en Europe n'a rien de libéral, ni au sens politique, ni au sens économique.

Pour le PCF, il suffirait de changer de « valeurs », de changer le gouvernement pour infléchir la politique économique menée par l'État bourgeois, de renforcer l'État bourgeois qu'il oppose, faussement, au marché.

Ce soir, le PCF lance un appel solennel. De cette crise politique doit émerger une perspective réelle et crédible à gauche sur fond de rupture avec ce système rompu aux thèses libérales. La gauche s'est trop éloignée de ses valeurs. Elle ne pourra retrouver le peuple que dans un mouvement social et politique de l'ampleur d'un Front populaire du 21^e siècle. (PCF, Déclaration, 26 mai)



Manifestation du Front de gauche, 18 mars 2012

Quel est ce « système rompu aux thèses libérales » ? L'État bourgeois

français qui sous Sarkozy a injecté des milliards d'euros pour sauver les groupes automobiles et bancaires français, en échange de quoi les uns comme les autres licencient par milliers ? La BCE qui mène une politique monétaire expansionniste d'inspiration keynésienne en prêtant sans limites aux groupes bancaires à un taux directeur quasi-nul, en échange de quoi ils spéculent comme avant la crise de 2007-2009 ?

Hollande et Valls restent parfaitement fidèles aux « valeurs de la gauche » qui envoya les travailleurs se faire massacrer de 1914 à 1918, qui exigea la fin de la grève générale en 1936 au nom de la défense de « la démocratie », qui fournit des ministres au général De Gaulle de 1944 à 1946, qui vota les pleins pouvoirs à l'armée coloniale et tortionnaire en Algérie en 1957, qui en 1982 bloqua les salaires, qui privatisa à tour de bras de 1997 à 2002...

Un nouveau « Front populaire » avec des partis bourgeois défendrait la propriété privée et l'État, démoraliserait les travailleurs et fraierait la voie au fascisme, comme en 1936 en France, en 1937 en Espagne, en 1973 au Chili.

Le PdG, désarçonné par son propre aveuglement électoraliste et chauvin

Le soir des résultats, Mélenchon est apparu à la télévision décomposé, au bord des larmes, faute d'avoir prévu le résultat de la gestion loyale du capitalisme français par Mitterrand, par Jospin (ministre Mélenchon inclus), par Hollande et la conséquence des gesticulations tricolores, patriotiques et protectionnistes du Front de gauche.

Évidemment, il met en cause la politique de Hollande.

Le PS emporte presque toute la gauche dans sa chute. (Déclaration, 27 mai)

Pourquoi le reste de « la gauche » suit le PS dans la chute et pourquoi le FN, lui, en profite, reste justement à expliquer. Pour cela, il faudrait rompre avec le parlementarisme et la démocratie bourgeoise, engager la lutte de classe...

Le PS se défause sur l'Union européenne et sur le gouvernement CDU-SPD allemand

En fait, le PS – qui a présenté des listes avec le PRG – est bien plus proche du PCF, du PdG, du POI et du NPA que tous ceux-ci le prétendent.

La politique menée par l'Europe a provoqué l'abstention des Français... Elle a fait le lit de l'extrême droite... (Cambadélis, Allocution, 25 mai)

Pour le PS, c'est donc la faute à l'étranger aussi, à l'UE. Comme pour le PCF et le PdG, une politique économique « de relance » résoudrait tous les problèmes. Mais ce n'est pas à l'État français, bien trop endetté, de tenter de relancer le capitalisme par le déficit budgétaire, c'est à l'UE (en fait, à l'Allemagne).

Le message principal de ce soir est clair : l'Europe doit de manière urgente se concentrer sur l'essentiel. Elle doit faire de l'emploi et de la croissance verte sa préoccupation centrale... L'Europe doit devenir plus démocratique, moins bureaucratique, plus solidaire et surtout moins austéritaire... (Cambadélis, Allocution, 25 mai)

Pour finir de contrer le FN, il ne lui reste plus qu'à placer ses espoirs dans l'élargissement de la coalition gouvernementale, voire dans l'unité de tous les « républicains ».

La gauche doit retrouver le chemin de l'unité et les partis républicains doivent revenir à une attitude républicaine. (Cambadélis, Allocution, 25 mai)

Tous ces vœux étant assez pieux, le PS considère que la montée du FN est une sorte de fatalité dont il n'est aucunement responsable.

Pour l'armement des travailleurs, l'expropriation des capitalistes et les États-Unis socialistes d'Europe

Le fascisme propose à la bourgeoisie d'écraser la classe ouvrière et toutes ses organisations, en faisant l'économie de l'entretien de la bureaucratie ouvrière sur le lieu de travail comme au Parlement. Avec la crise capitaliste, sa réapparition, sous une forme ou une autre, est fatale.

Pour sortir du chômage et de la paupérisation, il faut imposer l'échelle mobile des salaires, l'échelle mobile des heures de travail, la nationalisation sans indemnité ni rachat, le contrôle ouvrier, le licenciement de l'armée de métier, l'armement des travailleurs. Seule une nouvelle Commune de Paris, une République des travailleurs, une dictature du prolétariat pourra garantir les anciennes conquêtes et les nouvelles.

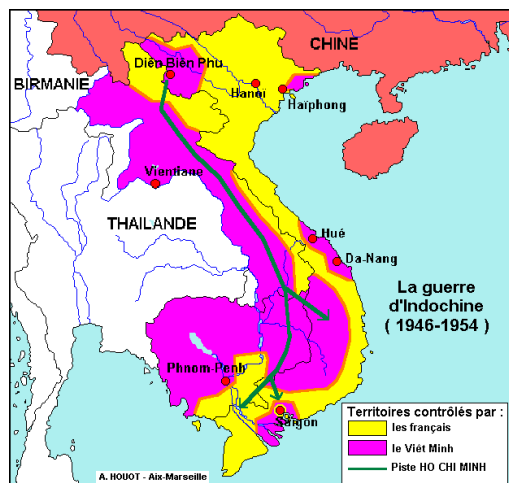
Pour faire face aux attaques contre les immigrés, les partis ouvriers, les Roms, les musulmans, les féministes, les homosexuels... il faut le front des organisations ouvrières dans l'action. Pour vaincre les fascistes, il faut une perspective radicale et exaltante qui mobilise le prolétariat et la jeunesse. Pour extirper à tout jamais le fascisme, il faut en finir avec le capitalisme à l'échelle mondiale.

Aux mots d'ordre de désespoir national et de folie nationale, il faut opposer les mots d'ordre qui proposent une solution internationale. (Léon Trotsky, Le Tournant de l'IC et la situation en Allemagne, septembre 1930)

Pour cela, les travailleurs doivent disposer d'un parti communiste international. En France, des milliers de militants y aspirent dans les syndicats, le PCF, le NPA, LO et les groupes à leur gauche... il faut commencer à les regrouper sans plus attendre.

28 juin 2014

En 1954, à Diên Biên Phu, la révolution vietnamienne inflige une défaite historique à l'impérialisme français



Au 19^e siècle, la bourgeoisie britannique et sa rivale française se partagent la péninsule indochinoise, la Thaïlande servant de tampon entre les deux puissances colonisatrices. La 3^e République bourgeoise transforme « l'Indochine française » en un capitalisme dominé.

Les rapports entre les classes sociales sont les suivants : d'un côté un prolétariat neuf (mines, grandes sociétés de dragage, travaux publics, électricité, ciment, distillerie, transport) durement exploité, une classe paysanne exploitée, spoliée, formant les ¾ de la population ; de l'autre, la bourgeoisie européenne et chinoise remorquant la bourgeoisie indigène et domestiquant une partie de la petite bourgeoisie à l'aide d'un appareil militaire et administratif... (Ta Thu Thau, La Vérité n° 32, 18 avril 1930)

Avec la Deuxième guerre mondiale, l'impérialisme japonais en prend le contrôle en 1940, en tolérant tout un temps l'administration du régime de Vichy. En 1945, l'armée japonaise, désormais sur la défensive, proclame l'indépendance formelle du Vietnam, du Laos et du Cambodge. Grâce à la dislocation de l'appareil répressif français et à la retraite militaire japonaise, la révolution sociale éclate en 1945 dans les villes et les campagnes du Vietnam. Le Vietminh (Ligue pour l'indépendance du Vietnam), constitué en 1941 par le Parti stalinien indochinois avec la bourgeoisie nationale, tente de la faire refluer, défend la propriété privée, prétend limiter le mouvement des masses à la seule indépendance politique.

Le Vietminh proclame l'indépendance de tout le Vietnam à Hanoï et s'en prend aux paysans pauvres du nord de l'Annam et du Tonkin qui s'emparent des terres et aux mineurs des Charbonnages du

Tonkin qui ont élu des conseils ouvriers. Les chefs staliniens Hô Chi Minh, Duong Bach Mai et Tran Van Giau calomnient et liquident physiquement l'expression politique du prolétariat vietnamien, les bolcheviks-léninistes de la 4^e Internationale (le Groupe la lutte et la Ligue des communistes internationalistes).

Le parti stalinien sème des illusions sur l'impérialisme « démocratique » alors que le gouvernement MRP-PS-PCF veut clairement rétablir l'oppression coloniale. En riposte, les ouvriers de Saïgon déclenchent la grève générale et toute l'agglomération se soulève. La République française riposte par une répression féroce avec l'aide des troupes britanniques. Hô signe un accord avec l'envoyé de De Gaulle, Jean Sainteny, ancien de la Banque de l'Indochine, le 6 mars 1946. Le traité fait du Vietnam « un État libre... faisant partie de l'Indochine française et de l'Union française » et exige que « le gouvernement du Vietnam se déclare prêt à accueillir amicalement l'armée française ».

Le 7 mars, grand meeting devant le théâtre de Hanoï où Vo Nguyen Giap puis Hô Chi Minh tentent d'apaiser la stupeur de la population à la nouvelle de l'accord. (Ngo Van, Viêt-Nam 1920-1945, Nautilus, 2000, p. 368)

Les troupes du général Leclerc entrent à Hanoï sans un coup de fusil. Mais, à Haiphong, la population s'insurge ; la ville est aussitôt bombardée par l'armée française.

Comme le Parti communiste chinois en 1946, le Vietminh, en réalité le PCV, n'avait plus d'autre recours : ou être liquidé physiquement, ou combattre les armes à la main. C'est alors seulement que le Vietminh appela les Vietnamiens au combat. La guerre d'Indochine commençait. (Stéphane Just, La Vérité n° 588, septembre 1979)

L'armée française se trouve confrontée à une guerre de partisans à l'échelle de toute l'Indochine. Le PCF fait partie du gouvernement colonialiste jusqu'en 1947 et le PS-SFIO jusqu'en 1951. Si le PCF prend la tête des actions contre la guerre d'Indochine à partir de 1948, il la cantonne à la lutte « pour la paix » et refuse de faire campagne pour l'indépendance.

Le Vietminh est aidé militairement à partir de 1949 par l'URSS et la Chine (à la frontière nord du Vietnam) où le PCC a renversé le Guomindang. Le

PCI se renomme Parti des travailleurs du Vietnam en 1951. Pour gagner les paysans, il adopte en 1952 un programme d'expropriation, abandonnant la ligne de « la démocratie » qui garantissait la propriété privée. Le PTV suit l'exemple du Parti « communiste » chinois qui, confronté à l'intervention militaire américaine en Corée en 1950, renie le bloc avec la bourgeoisie nationale, dépossède les capitalistes et lance les paysans pauvres sur les propriétaires fonciers.

Le gouvernement Joseph Laniel (membre du Conseil national de la résistance durant la Deuxième guerre mondiale) qui réprime la grève générale des postiers en France en 1953, est aidé par les États-Unis pour écraser le « communisme » en Indochine avec une armée qui utilise le napalm depuis 1951 et qui est essentiellement composée de mercenaires (il y a peu d'appelés du contingent, contrairement à ce fera la 4^e République plus tard en Algérie).

Dien Bien Phu est une petite plaine située au nord-ouest du Viêt Nam, à proximité des frontières chinoise et laotienne. Le général Navarre et son état-major choisissent d'en faire une base terrestre et aérienne pour bloquer l'offensive du général Giap. En novembre 1953, des parachutistes français en chassent les troupes du PCV. L'ancienne piste d'atterrissage construite par les Japonais durant la Seconde guerre mondiale est rénovée. S'ensuit un acheminement massif d'hommes, de matériel, d'armes et de munitions.

De son côté, le PCV fait acheminer des canons et du matériel lourd en pièces détachées. Le transport est réalisé à dos d'homme ou par bicyclettes sur une route tracée à travers la jungle et les flancs des montagnes qui entourent Dien Bien Phu. Il enverra régulièrement des patrouilles pour tester les défenses françaises avant l'assaut. L'armée coloniale tente de faire de même, mais n'y parvient guère. L'attaque vietnamienne commence le 13 mars 1954.

Après des pertes importantes, le général Giap observe une pause pour réorganiser ses unités et reconstituer ses stocks de munitions. Parallèlement, le commandement français décide aussi l'envoi de renforts. Giap opte pour une tactique de harcèlement du camp retranché. Les actions d'encerclement et d'étouffement se poursuivent durant tout le mois d'avril. Les artilleurs vietnamiens détrui-

sent la piste d'atterrissage. Désormais, les avions français et américains doivent larguer les renforts, les approvisionnements et les munitions aux assiégés. La surface du camp ayant considérablement diminué, une part de plus en plus importante du ravitaillement tombe au-delà des lignes, chez le Vietminh. Après 57 jours de combat, le camp retranché de Dien Bien Phu tombe, le 7 mai 1954.

La victoire de Dien Bien Phu clôt la 1^{re} guerre d'Indochine qui a causé 500 000 morts vietnamiens. Elle tend à détacher le prolétariat de France de sa bourgeoisie et elle sonne le glas du colonialisme direct dans le monde entier.

Le PCF et le PS-SFIO soutiennent le nouveau gouvernement français de Mendès-France (Parti radical) qui préserve l'armée coloniale, divise l'Indochine et réaffirme la domination française sur l'Afrique du Nord (le ministre de l'Intérieur, Mitterrand, déclare en novembre : « *L'Algérie, c'est la France* »). Les accords de Genève du 20 juillet 1954, sur décision de la bureaucratie de Moscou et de celle de Pékin, séparent le Vietnam en deux et n'accordent rien aux combattants cambodgiens.

La République démocratique du Vietnam doit céder aux pressions de l'Union soviétique et surtout de la Chine, l'une et l'autre acquises, dès l'arrivée de Mendès-France à Genève, à l'idée d'un partage du pays. (Daniel Hémery, *Ho Chi Minh*, Gallimard, 1999, p. 115)

La 2^e guerre d'Indochine débute aussitôt, le relais étant pris par l'impérialisme américain.

L'armée de l'impérialisme français se tourne, elle, vers l'Algérie où elle va appliquer les méthodes apprises au Vietnam : le recrutement de supplétifs locaux, la déportation des villageois soupçonnés de sympathie pour les indépendantistes, la torture et l'assassinat des combattants.



André Pihuit (1942-2014)



Notre camarade est décédé du cancer le 28 juillet. Né en 1942 dans une famille de paysans pauvres, il commence à travailler dès l'âge de seize ans comme ouvrier agricole d'abord, puis dans le bâtiment. En 1969, à Rennes, il rentre dans la santé publique : aide-soignant d'abord, infirmier plus tard.

Il adhère en 1971 à la Ligue communiste qui se proclame section française de la 4^e Internationale. André Pihuit participe aux diffusions à l'usine Citroën (aujourd'hui PSA), ce qui implique de se défendre physiquement contre les nervis du syndicat jaune CFT. Ne faisant pas les choses à moitié, son logement sert de local à la LCR de Rennes. Au sein de la LCR, André Pihuit, rejoint en 1974 la tendance qui lui semble la plus prolétarienne et la plus marxiste, la « Tendance 1 » créée par « Matti » (Gérard Filoche). La T1 s'oppose à la perspective de guérilla et à l'orientation vers la petite bourgeoisie que préconisent « Jebrac » (Daniel Bensaïd) et trois autres membres du comité central (aujourd'hui tous au PS ou au PdG).

L'orthodoxie proclamée de la T1, ainsi que le vernis trotskyste de la LCR tout entière, sont mis à rude épreuve par la lutte des classes. En 1979, quand la révolution commence au Nicaragua, la LCR et le SWP s'alignent sur le parti castriste FSLN qui vient de renverser la dictature sanglante de Somoza. La soi-disant « 4^e Internationale » pabliste explose en 1979 et ne s'en remettra pas. La LCR en sortira elle-même ébranlée. Avec 200 militants, André Pihuit rejoint l'OCI dirigée par Lambert qui se rebaptise Parti communiste internationaliste en 1981. Beau nom, mais qui camoufle un autoritarisme étouffant, un activisme décervelant et une servilité prononcée pour les « vrais réformistes » de FO, de la FEN et du PS. À son mérite, André Pihuit n'y est pas toujours à l'aise. Un jour, envoyé à Paris pour renforcer le service d'ordre du PCI, il refuse avec indignation la liasse de billets qui lui est offerte, comme aux autres, par Malapa.

Le test du front populaire « Union de la gauche » est cruel pour le PCI qui soutient en 1981 Mitterrand. Lambert liquide le PCI en 1985 dans le MPPT réformiste et social-chauvin (qui se nommera PT en 1991, puis POI en 2008). Rebuté par l'opportunisme du PCI, André Pihuit rejoint, avec un autre infirmier du PCI, en 1986 le Comité fondé par Just, exclu du PCI en 1984, pour son hostilité à la « ligne de la démocratie ».

Même s'il randonne, joue au tennis, pêche et part parfois en vacances, il vit sans souci du confort. S'appuyant sur le Comité, André Pihuit combat avec acharnement, lors du mouvement de défense des retraites de 1995, pour la grève générale qui aurait permis de vaincre le gouvernement Chirac-Juppé. Il se heurte à la politique de conciliation des directions syndicales et à leurs « journées d'action », qui bénéficient du renfort du PS, du PCF, de LO, de la LCR et du PT.

À la mort de Just en 1997, le Comité subit à son tour le poids du reflux du mouvement ouvrier mondial et de son isolement international. La plupart de ses cadres retombent dans le centrisme de leurs années de formation lambertiste (surestimation des élections et illusion dans les combinaisons parlementaires des partis sociaux-impérialistes, concessions aux directions syndicales, messianisme français...). Internationaliste convaincu, radicalement hostile à toutes les bureaucraties du mouvement ouvrier, André Pihuit aide de toutes ses forces le Groupe bolchevik, issu de l'écclatement du Comité en 2002.

André Pihuit n'est pas un orateur, ni un écrivain, mais il s'exprime aisément en cellule, est attentif en conférence nationale. Ses votes sont réfléchis. Il s'exaspère souvent que les autres travailleurs ne saisissent pas ce que, lui, a compris, ou qu'un/e militant/e qu'il estime plus formé/e que lui soit victime de confusion quand lui voit clair. En 2003 il prend sa retraite, sans cesser de militer. En avril 2013, André Pihuit participe à la diffusion à l'usine PSA de Rennes du tract commun du CCI(T) et du GB qui se prononce contre tout licenciement, contre l'isolement des ouvriers de l'usine d'Aulnay et pour la grève générale de tout le groupe. Quoique malade, il participe à la conférence commune du CCI(T) et du GB en 2013 et vote pour la fusion d'où émerge le Groupe marxiste internationaliste (section française du CoReP).

André Pihuit s'irrite de son déclin physique, mais il conserve toute sa tête, aucune tumeur maligne n'ayant atteint son cerveau. Le 26 juillet, agonisant mais encore lucide, il se renseigne sur la manifestation de l'après-midi de soutien à Gaza. Le lendemain, il entre dans le coma et meurt le 28, sans souffrance, grâce au service de soins palliatifs qui l'a accueilli. À ses obsèques à Montfort, le 31 juillet, se sont réunis, autour de son cercueil recouvert du drapeau rouge, une cinquantaine de parents, collègues et camarades. Ils ont écouté des chansons qu'il aimait, un hommage de son syndicat CGT et un autre de sa cellule du GMI. Juste avant son incinération, la dizaine de militants et sympathisants présents a chanté en sourdine *L'Internationale*.

André Pihuit fut un beau modèle de travailleur conscient de la fin du 20^e siècle : autodidacte, persévérant, courageux, intègre, dévoué à la cause du prolétariat international. Le Groupe marxiste internationaliste est fier de l'avoir compté dans ses rangs. Ses militants poursuivront le combat d'André Pihuit pour le communisme.